

JUN 2011

N°22  
4€

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**NPA**



LA REVUE **TOUT!**  
*est à nous* ●

DOSSIER

**SORTIR DU NUCLÉAIRE  
EN 10 ANS**

# SOMMAIRE

**Ingrid Hayes** Éditorial **PS: l'héritage de DSK**

P3

## ACTU

**Commission internationale NPA13** Rencontres anticapitalistes méditerranéennes **un premier pas encourageant**

P4

**Hervé Do Alto** Où va la Bolivie de Morales? **Une révolution en débat**

P7

**Anne Leclerc** Enfermer **et punir les mineurs**

P9

## DOSSIER

**Laurent Grouet et Claude Kaiser** Sortir en moins de 10 ans du nucléaire: **oui, c'est possible!**

P12

**Convergences révolutionnaires** Entretien avec Philippe Billard **Nucléaire et sous-traitance, le sort des salariés**

P18

**Pierre Rousset** Un premier tournant **dans la crise japonaise**

P20

## REPÈRES

**François Coustal** Il y a 75 ans **Juin 1936**

P22

La possibilité **d'une révolution?**

P25

## EN DÉBAT

**Didier Duffaud, Hugo Harari-Kermadec, Bernard Galin** Sondages **que disent-ils vraiment?**

P27

**Jean-Philippe Divès** La mutation du FN **au diapason des extrêmes**

P30

## NOTES DE LECTURE

**Georges Ubbiali** Grandeur et décadence **de la III<sup>e</sup> Internationale**

P32

## CULTURE

**Philippe Binet** Lettres et Révolutions **Flavia Castro ou l'émotion des retrouvailles**

P34

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

© Photothèque Rouge / JMB



# PS : l'héritage de DSK

PAR INGRID HAYES

Ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire DSK » constitue un événement à plusieurs égards. Si les faits dont l'ex-directeur du FMI est accusé ne sont pas avérés, ce n'est pas le cas des réactions que son arrestation a provoquées en France : on a assisté à un déchaînement inouï parmi l'élite politique et médiatique, rappelant à celles et ceux qui l'avaient oubliée la profondeur des préjugés sexistes dans la société française, mettant à nu la réalité très concrète de l'oppression que les femmes subissent (combinée ici à l'oppression de classe et de race), la position subordonnée à laquelle elles sont assignées, la situation discriminatoire qu'elles connaissent du point de vue des droits et les violences qui leur sont faites. Elle constitue également un événement pour le Parti socialiste. DSK était le favori d'un PS obnubilé par les sondages. Ses amis ont expliqué à quel point son retrait de la course était dommageable. Manuel Valls indique sur son blog qu'il incarnait « *la meilleure réponse aux attentes des Français – stature internationale, expertise reconnue dans la mécanique de la mondialisation, responsabilité, justice sociale* ». On serait prêt à lui concéder les deux

premières caractéristiques. Mais Valls enfonce le clou : DSK était selon lui le candidat de « *la gauche moderne et populaire* ». Cela tombe sous le sens. Le PS s'était choisi un candidat sur mesure, directeur de l'organisation chargée d'affamer les peuples (peuples du Sud jusqu'en 2008, peuples tout court depuis) au nom de l'efficacité économique, entretenant une forte proximité avec le grand patronat, capable de sortir un million de dollars pour sortir de prison, et de dépenser des sommes vertigineuses chaque jour de sa luxueuse liberté surveillée. Mais épris de « justice sociale » et incarnant une « gauche populaire », évidemment. Mais DSK disparu, que devient son héritage politique ? DSK a des héritiers directs, dont certains, Valls, Moscovici, ne font pas mystère de leur intention de prendre la place laissée vide si les conditions étaient réunies. La droite du PS entend évidemment être représentée d'une manière ou d'une autre. Mais il semble qu'un accord avec Aubry ne soit pas hors de portée, fondé sur le deal de non-concurrence passé antérieurement entre la première secrétaire et le favori à propos des primaires. Difficile, dès lors, de dire qui

sera effectivement en position de revendiquer l'héritage. Mais l'essentiel n'est pas là. Nous avons signalé, dans les colonnes de l'hebdomadaire, à quel point le programme du PS était « FMI compatible ». Mais c'est ce même programme qui a été adopté le 28 mai dans une belle unanimité. François Hollande a d'ailleurs fini par le voter, après avoir beaucoup critiqué le fait qu'il s'agit selon lui d'un catalogue de promesses que le PS ne sera pas en mesure de tenir. Quelles conséquences politiques en tirer ? On aurait pu considérer que le programme le moins à gauche de l'histoire du PS visait d'abord à ne pas mettre le candidat putatif en porte-à-faux. Et que la disparition de celui-ci engagerait un travail de réorientation partielle. Mais c'est visiblement plus profond. Cela renvoie à la fonction de la social-démocratie dans la période, alors que les crises imbriquées s'approfondissent. Le programme est le même parce qu'il prépare la même politique : le PS gèrera la crise, comme ses homologues grecs ou espagnols, en la faisant payer au monde du travail, aux jeunes, aux femmes, aux immigrés. Martine Aubry, également soutenue par l'aile gauche du PS, incarne sans doute, dans le parti qu'elle dirige et dans l'opinion, une

gauche plus classique, avec en perspective une union de la gauche à l'ancienne telle que l'espère notamment le PCF. Mais elle ne porte pas un projet politique différent de celui de DSK (rappelons que la maire de Lille gère sa ville avec une majorité allant du Modem au PCF...). La situation va sans nul doute renforcer le réflexe de « vote utile », au point que par exemple, au sein du PCF, certains, certes minoritaires, s'interrogent sur la légitimité d'une candidature indépendante du Front de gauche au premier tour de l'élection présidentielle. Pour notre part, nous souhaitons évidemment la défaite de la droite mais nous voulons une gauche qui commence par défaire tout ce que la droite a fait. Avec le programme « 0% à gauche » qui est maintenant celui du PS, on n'en prend pas exactement le chemin. Porteurs d'une alternative politique appuyée sur un programme de rupture avec le capitalisme et ses institutions, nous nous inscrivons dans la perspective d'agir avec toutes celles et ceux qui se situeront dans l'opposition de gauche à un gouvernement socialiste, qui résisteront ensemble aux mauvais coups qu'il portera aux salariés. □

© Photothèque Rouge / JMB



RENCONTRES ANTICAPITALISTES MÉDITERRANÉENNES

# un premier pas encourageant

**D**ans le cadre des campagnes internationalistes du NPA, se sont déroulées à Marseille, les 7 et 8 mai derniers, les premières Rencontres anticapitalistes méditerranéennes.

Ces rencontres sont intervenues dans un contexte particulier où les révolutions dans le Maghreb et le Machrek ont remis sur le devant de la scène la capacité des peuples à prendre leur destin en main. Le rapprochement des anticapitalistes et des révolutionnaires se pose donc comme une nécessité, à la fois pour favoriser les processus révolutionnaires en cours mais aussi pour faire face aux dégâts croissants de la crise. Le premier objectif de ces rencontres qui était de réunir un maximum d'organisations a été atteint puisque pas moins de dix-neuf délégations représentant onze pays (Maroc, Tunisie, Égypte, Liban, Irak, Grèce, Italie, Corse, État espagnol, Chypre du Nord, Palestine) ont répondu à l'invitation du NPA. De plus, sans les problèmes de visas ou autres problèmes essentiellement techniques, les rencontres auraient pu regrouper d'autres délégations venant des Balkans, d'Algérie ou encore de Turquie.

Après un premier temps, le samedi matin, de présentation de chacune des délégations, les travaux ont débuté par un long débat sur l'analyse des processus révolutionnaires en cours au sud de la Méditerranée. L'ensemble des participantEs étaient d'accord sur l'aspect historique de ces révolutions et le fait qu'elles constituent un point d'appui majeur pour l'ensemble des peuples en lutte partout dans le monde. Face à la contre-révolution (de la bourgeoisie et des impérialistes) en marche en Tunisie ou en Égypte mais aussi dans les autres pays de la région, l'accent a été mis sur le fait que les anticapitalistes de tout le pourtour méditerranéen devaient s'organiser et développer une solidarité sans faille avec les révolutions en cours, mais aussi contre leurs propres dirigeants.

La deuxième partie des travaux et des débats s'est faite autour de l'analyse de la crise, de ses conséquences et de la résistance des peuples. Là encore, une analyse commune des désastres de la crise a été partagée, et les différentes expériences de résistances abordées. La présence de camarades



grecs et espagnols notamment, était un plus et a permis d'enrichir le débat, en complémentarité des expériences menées au sud de la Méditerranée. La question de la dette a aussi été abordée comme axe possible de campagne internationale commune.

Enfin, l'immigration et l'Europe forteresse, ainsi que les logiques impérialistes ont clôturé les séances de débats par de riches échanges. En effet, que ce soit par la présence militaire en Palestine, en Afghanistan ou en Libye, ou économique en Tunisie ou au Maroc par exemple, il ne fait aucun doute que les pays européens, avec la France en particulier, tentent par tous les moyens de s'imposer dans les régions du sud de la Méditerranée. Là encore, la résistance internationale des peuples et des anticapitalistes est décisive.

La déclaration commune sortie de ces rencontres et issue des nombreux débats menés lors de ce week-end est donc un premier acte de la volonté de l'ensemble des organisations présentes à s'inscrire dans un travail à long terme.

Ces rencontres ont donc permis aux différentes organisations de discuter, et pour certaines de travailler ensemble pour la première fois, comme le confirme la décision, lors d'une réunion improvisée, des organisations du Maghreb et du Machrek de se retrouver rapidement pour organiser des rencontres anticapitalistes des pays arabes. Au-delà du plaisir de se retrouver, de discuter ensemble, que ce soit en commission ou de façon informelle notamment lors des repas, ces rencontres confirment la nécessité

PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE DU NPA 13

© Photothèque Rouae / CG



d'un travail en commun afin de lutter ensemble contre le système capitaliste et impérialiste. Ce besoin se retrouve notamment dans la proposition qu'un comité de suivi soit chargé de préparer les prochaines rencontres qui auront lieu dans un pays du sud de la Méditerranée.

Bien sûr, ce n'était qu'une première rencontre mais l'élan est donné et, à voir l'envie des délégués de continuer les débats, la réussite de ces rencontres est réelle et celles-ci ne devraient être que les premières d'une longue et fructueuse série. À terme, des actions en commun, simultanément partout en Méditerranée, pourraient être organisées.

Nous reproduisons donc ci-contre la déclaration finale issue des premières Rencontres

anticapitalistes méditerranéennes et la liste des signataires. □

### APPEL DES PARTICIPANTS À LA PREMIÈRE RENCONTRE DES ORGANISATIONS ANTICAPITALISTES DE LA MÉDITERRANÉE.

MARSEILLE LES 7 ET 8 MAI 2011

Ces premières Rencontres anticapitalistes méditerranéennes marquent un premier pas dans la connaissance mutuelle de nos organisations et des combats que nous menons dans nos pays respectifs. Elles interviennent dans un contexte international marqué par la crise globale du capitalisme mondialisé et la poussée révolutionnaire des peuples de la région arabe. La crise témoigne du paroxysme des contradictions du système dominant à tous les niveaux. Il s'avère incapable de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité des peuples, de préserver les conditions de vie sur la planète et ses ressources.

Partout les classes dominantes mènent une guerre sociale ouverte pour nous faire payer la crise et perpétuer la domination d'une minorité. Que ce soit au nord ou au sud de la Méditerranée, les politiques actuelles imposent une dégradation générale des conditions de vie et de travail, dans un système global d'accroissement de la précarité. Elles alignent vers le bas les acquis sociaux et démocratiques quand ils existent et imposent la concurrence entre les peuples et les travailleurs. La surexploitation des ressources naturelles et la marchandisation des biens communs accélèrent le désastre écologique. Rompre radicalement avec ce système et non pas l'aménager, ouvrir la voie au socialisme comme projet d'émancipation sociale, démocratique, reconstituer l'unité d'intérêt du monde du travail par-delà les frontières, est d'une actualité brûlante.

Les révolutions que nous vivons dans les pays du sud de la Méditerranée et au Moyen-Orient donnent un nouvel espoir et engagent de nouvelles perspectives de luttes. Ces processus ouvrent la possibilité non seulement d'en finir avec les dictatures mais aussi avec les politiques imposées par la mondialisation capitaliste. La soif de dignité, de justice sociale, de satisfaction de l'ensemble des aspirations sociales et démocratiques traversent aujourd'hui l'ensemble des pays de la région. L'accumulation de nouvelles victoires sociales et démocratiques, l'approfondissement de la révolution permettrait d'imposer une défaite politique à l'impérialisme et pèserait dans le changement des rapports de forces internationaux. Elles permettront à terme de sortir le peuple palestinien de cette tragique solitude et de donner une impulsion majeure à la lutte contre l'État colonial et sioniste. La lutte contre l'intervention militaire en Libye et les ingérences impérialistes dans la région pour étouffer les processus révolutionnaires est un élément essentiel pour l'avenir. Il nous faut aussi dans ce cadre combattre l'Otan.

La solidarité avec tous les peuples en lutte est une nécessité incontournable pour toutes nos organisations. Leur combat est le nôtre. L'intervention militaire impérialiste avec son propre agenda ne peut briser cette solidarité. Au nord même de la Méditerranée, il y a une vague de résistances sociales, de grèves

générales, de refus des politiques d'austérité et des ravages de la crise. Nulle part les peuples ne se résignent. Dans ce contexte, la lutte coordonnée contre l'impérialisme, l'offensive des bourgeoisies pour faire payer aux peuples la crise, la colonisation en Irak, Afghanistan et Palestine, devient un enjeu majeur. La lutte contre l'Europe forteresse, la fonction de gendarme octroyée à des États du Sud, les racismes d'État et la montée des courants d'extrême droite en est le prolongement nécessaire.

Nous devons développer les chantiers d'une lutte et de campagnes internationales communes du Maroc à l'Irak :

○ pour le soutien des révolutions, des luttes populaires et des secteurs qui luttent contre la domination impérialiste et les dictatures régnantes. Les États impérialistes essaient de consolider de nouveaux régimes soumis à leurs impératifs économiques et politiques pour combattre et confisquer les processus révolutionnaires en cours en s'appuyant sur des mouvements politiques bourgeois qui sont partie intégrante du système capitaliste.

○ Nous dénonçons la répression qui s'abat sur les peuples insurgés en Syrie, Yémen, Bahreïn et tous les peuples de la région.

○ Nous soutenons le droit à l'autodétermination des peuples à tous les niveaux (Corse, Sardaigne, Euskadi, Chypre, Kurdistan...), leur auto-organisation et la satisfaction de l'ensemble de leurs aspirations sociales, démocratiques et culturelles. Nous dénonçons la répression féroce que subit le peuple kurde par les différents États ainsi que le silence complice des gouvernements occidentaux. Nous exigeons le démantèlement de toutes les formes de bases et installations militaires à Chypre et le retrait immédiat des forces d'occupation turques et troupes et forces étrangères : britanniques, états-uniennes, grecques, françaises, etc.

○ Nous militons pour l'arrêt de toute forme de soutien, diplomatique, économique, financier et des accords sécuritaires et militaires des États du Nord avec les dictatures

○ Pour la fin de l'impunité de tous ceux qui ont pillé leurs pays et imposé des États policiers.

○ Pour le refus de toute ingérence impérialiste dans la région, le retrait immédiat des forces d'intervention en Libye et des troupes d'occupation en Irak et en Afghanistan.

○ Pour le démantèlement des bases militaires impérialistes et du commerce d'armes et la dénucléarisation de toute la région méditerranéenne.

○ Pour que les États de Méditerranée et d'Europe rompent leurs liens avec l'Otan dans la perspective d'une coopération multilatérale dans la région sans ingérence militaire.

○ Pour l'amplification du mouvement de solidarité internationale avec le peuple palestinien jusqu'à la réalisation de ses aspirations nationales et le démantèlement de l'État colonial d'Israël : levée immédiate du blocus de Gaza et réouverture de la frontière avec l'Égypte, comme l'exigent les révolutionnaires égyptiens. L'abolition des traités et des relations avec l'État d'Israël, la libération sans conditions des prisonniers politiques palestiniens, le droit au retour des réfugiés. Nous soutenons la campagne internationale BDS et la résistance qui défie l'impérialisme et le sionisme au Liban, Palestine et dans tous les pays occupés.

○ Pour l'annulation immédiate et sans condition de la dette illégitime contractée par les dictatures et des accords d'associations signés avec l'Union européenne et les USA.

○ Pour le refus des politiques de la casse sociale et d'austérité menées au nom des équilibres budgétaires, de la dette publique et des politiques de sauvetage des banques et des capitalistes. Nous refusons ces politiques qui précarisent la population, surexploitent les travailleurs, renforcent l'oppression des femmes et des jeunes, concentrent les richesses au profit d'une minorité.

○ Pour le droit à la liberté de circulation et d'installation des migrants et la fermeture des centres de rétention. Pour la régularisation de tous les sans-papiers et le respect du droit d'asile. Pour l'abolition des accords sécuritaires déléguant aux pays du Sud la fonction d'alliés de l'Europe forteresse et des accords de Schengen.

○ Pour le soutien des luttes démocratiques, culturelles, des chômeurs, des sans-droits et des opprimés. Dans la perspective d'une remise en cause du système capitaliste, il faut nécessairement combattre le système patriarcal. Nous soutenons toutes les luttes d'émancipation des femmes contre les oppressions qu'elles subissent.

○ Pour le développement des luttes écologiques, nées du refus par nos peuples de l'appropriation par les grands groupes capitalistes, soutenus par les impérialismes, des biens communs comme l'eau, de la prédation des ressources énergétiques fossiles par les classes dominantes, de l'extraction des gaz de schiste et des risques majeurs entraînés par les centrales nucléaires.

Notre mouvement, le mouvement socialiste, est le seul capable de jouer un rôle moteur pour l'amplification, la convergence des luttes populaires et une vraie révolution vers l'égalité et la liberté. Bien entendu, le chemin sera long pour une véritable émancipation. Mais dès maintenant, il est nécessaire de développer la convergence des luttes, de renforcer la collaboration et le débat entre les courants anticapitalistes et révolutionnaires, de faire face ensemble à nos adversaires communs. Ces Rencontres anticapitalistes méditerranéennes ne sont qu'un début. Cette conférence envoie un message à tous les mouvements de masse et à tous les socialistes que seule leur unité dans le monde mènera à la victoire.

**Signataires :**

<b>Chypre Nord</b>	<b>New Chyprus (YKP)</b>
<b>Corse</b>	<b>A Manca</b>
<b>Égypte</b>	<b>Parti socialiste, Renouveau socialiste, Socialistes révolutionnaires</b>
<b>État espagnol</b>	<b>Izquierda anticapitaliste</b>
<b>France</b>	<b>NPA</b>
<b>Grèce</b>	<b>OKDE spartacos</b>
<b>Italie</b>	<b>Sinistra critica</b>
<b>Irak</b>	<b>Communist Union in Iraq, Irak Freedom Congress, Worker Communist P. Iraq, Worker Communist P. Kurdistan</b>
<b>Liban</b>	<b>Parti communiste libanais, Union de la jeunesse démocrate libanaise</b>
<b>Maroc</b>	<b>Al-Monadil, Solidarité alternative socialiste, Voie démocratique</b>
<b>Tunisie</b>	<b>Ligue de la gauche ouvrière (LGO), Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), Parti des travailleurs patriotes démocrates (PTPD), Patriotes démocrates</b>

# Où va la Bolivie de Morales ? Une révolution en débat

PAR HERVÉ DO ALTO



© DR

Autrefois synonymes de résistance aux réformes néolibérales, les conflits sociaux n'ont guère cessé depuis qu'Evo Morales est arrivé au pouvoir, en 2005. La tendance est même plutôt à la hausse, un niveau record ayant été atteint en 2010 avec 811 conflits recensés<sup>1</sup>. Le chiffre a de quoi surprendre : le nouveau gouvernement n'était-il pas un gouvernement populaire, à l'écoute des revendications du mouvement social ?

**N'**oublions pas que le premier mandat de Morales (2006-2010) s'est caractérisé par une confrontation durable opposant le gouvernement à l'oligarchie de Santa Cruz et à la droite en général, principalement autour de la nouvelle Constitution : aux mobilisations de l'opposition visant à bloquer l'adoption d'un texte pouvant remettre en cause ses privilèges, ont succédé les marches paysannes chargées d'assurer la bonne tenue des sessions de l'Assemblée. Aujourd'hui, cependant, il s'agit bien d'une frange du mouvement populaire, proche de Morales par le passé, qui réinvestit la rue contre « son » président. Depuis la promulgation du nouveau texte constitutionnel, le 7 février 2009, c'est la question sociale qui refait surface.

Illustration des nouveaux contours de la contestation sociale en Bolivie, un mouvement en faveur d'une hausse des salaires a donné lieu en avril à une mobilisation significative sous l'égide de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Portées par des syndicats tels que ceux de l'éducation et de la santé, ces revendications ne sont pourtant pas nouvelles. Mais c'était dans une relative marginalité, jusqu'à récemment, que ces organisations arpentaient les rues de La Paz ou Cochabamba en défense des services publics – parfois même sans l'approbation de la majorité de la direction de la COB.

L'écho positif rencontré par le mouvement lancé par la COB, le 6 avril dernier, pour

une hausse des salaires de 15% montre que la défiance des secteurs populaires à l'égard de ces syndicalistes, taxés de « radicaux » par le passé, n'est plus de mise : la mobilisation a été nationale et plusieurs organisations sociales telles que les fédérations indigènes (CONAMAQ, CIDOB) lui ont publiquement apporté leur soutien.

## LE MOUVEMENT SOCIAL DIVISÉ

Et si les syndicats paysans restent majoritairement acquis au Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti de Morales, le trouble est semé au sein du mouvement social. Alors que les organisations populaires avaient semblé unies tout au long du premier mandat de Morales (2006-2010), que ce soit pour défendre ensemble la constitution comme pour faire face à l'agressivité d'une opposition prête à se livrer à la politique du pire, certaines d'entre elles sont pourtant désormais en conflit ouvert. Autrefois membres à part entière du MAS, les enseignants exerçant dans les campagnes (*maestros rurales*) qui prenaient part à la grève de la COB ont ainsi fait l'objet d'une répression organisée par les syndicalistes paysans acquis au gouvernement : le 16 avril dernier, à Cochabamba, la fédération locale donnait l'ordre à ses affiliés d'exclure les professeurs grévistes de leur communauté au terme d'un délai de 48 heures<sup>2</sup>.

Les secteurs populaires favorables au MAS n'ont guère fait que relayer la criminalisation

de la contestation sociale initiée depuis les plus hauts sommets de l'État : mi-février déjà, le vice-président Álvaro García accusait les dirigeants trotskistes à la tête des syndicats de l'éducation et de la santé de constituer « l'avant-garde politique de la droite [...], l'extrême droite camouflée »<sup>3</sup>. Le 8 mai dernier, c'était au tour du président Morales de juger que la COB était « un instrument du néolibéralisme » en raison de ses revendications « irrationnelles »<sup>4</sup>.

## UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE « SOUS CONTRAINTE »

Cette analyse à charge contre le récent mouvement ignore pourtant que, si celui-ci a bénéficié d'une inhabituelle popularité, c'est parce que la population bolivienne fait face à une inflation record, sous l'ère Morales, de 11% – et 18,5% si l'on ne tient compte que des denrées de première nécessité<sup>5</sup>. Cette inflation galopante trouve ses origines dans l'annonce faite par le gouvernement de vouloir en finir, via un décret connu comme le *gazolinazo*, avec la subvention du diesel actuellement en vigueur. Sous la pression de la rue, la mesure a été finalement retirée dès le 31 décembre, mais le secteur agro-industriel en a tout de même profité au passage pour spéculer sur les prix des aliments<sup>6</sup>. Opposé dans un premier temps à toute compensation par les salaires, Morales



© DR

a finalement concédé, le 18 avril, un « coup de pouce » de 11% au terme d'une âpre négociation avec la COB.

On peut gager que ce mouvement ne restera pas sans lendemain car, au-delà des conditions de vie toujours plus difficiles, c'est bien la politique énergétique du gouvernement qui est la cible d'un feu nourri, tant de la part des organisations sociales que des experts qui critiquent la nationalisation des hydrocarbures entreprise par le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> mai 2006. En effet, si le *gazolinazo* était présenté comme une mesure nécessaire pour réguler le marché noir, ce décret avait surtout pour but à peine dissimulé de stimuler de nouveau le secteur des hydrocarbures, alors même que les multinationales sont suspectées d'avoir abandonné toute prospection et entraîné de fait une revue à la baisse des réserves de gaz estimées dans le pays<sup>7</sup>. Vue sous cet angle, la fin de la subvention du diesel constituait un véritable appel du pied à ces firmes en leur offrant un cadre de nouveau favorable à l'investissement, après une nationalisation pourtant modérée qui s'est résumée pour l'essentiel à une renégociation des contrats les liant à l'État, illustrée par la formule « *Queremos socios, no patronos* » (« Nous voulons des associés, pas des patrons »), chère à Morales.

Si la mesure phare du premier mandat de l'ex-dirigeant syndical a permis de garnir les caisses de l'État après vingt années de néolibéralisme débridé, et de financer par ce biais une série de politiques sociales à impact immédiat<sup>8</sup>, le secteur reste largement sous le contrôle des compagnies étrangères, qui ont constitué un frein à toute avancée sérieuse quant à l'industrialisation du gaz et n'ont guère cessé d'agir en « patrons » en Bolivie, dans les faits. Symbole d'une telle politique, le Brésil – dont l'entreprise nationale Petrobras est devenue la première opératrice du secteur des hydrocarbures en Bolivie dans les an-

nées 1990 (63% des réserves boliviennes se trouvent sous son contrôle actuellement) – a obtenu du gouvernement Morales que l'exportation de gaz bolivien, « à prix solidaire » et avec un volume fixe et garanti par contrat depuis 1996, soit maintenu. Il en résulte que la Bolivie continue à alimenter le voisin brésilien dans les grandes largeurs (par exemple, à hauteur de 80% des besoins de l'État de São Paulo, le cœur de l'industrie brésilienne) pour un prix systématiquement en dessous des moyennes du marché mondial (de moins d'un dollar en 1992 à 4,3 dollars le million de mètres cube de nos jours). Cruelle ironie que de voir la Bolivie, pays où les connexions domiciliaires n'existent pas et où les bombonnes de gaz viennent à manquer de temps à autre, se « solidariser » avec le développement du Brésil...

La conséquence pratique de cette situation est que, loin de toute perspective d'industrialisation, le gouvernement a concentré l'essentiel de ses efforts vers le respect d'engagements pris par ses prédécesseurs – perpétuant de la sorte une politique économique fondée sur l'exportation des ressources naturelles, néfaste aussi bien au développement qu'au respect de l'environnement. De quoi s'interroger sur la possibilité de mener une politique « développementiste » en suivant les règles d'un jeu largement défini par des groupes capitalistes et des pays voisins qui agissent dans la région comme des « sous-impérialismes ».

### UNE OPPORTUNITÉ POUR L'ÉMERGENCE D'UNE GAUCHE CRITIQUE ?

La revendication d'une « vraie nationalisation » des hydrocarbures pourrait, aujourd'hui, constituer une bannière politique autour de laquelle structurer une gauche porteuse d'une critique anticapitaliste – une gauche qui, tout en faisant bloc avec le gouvernement lorsque celui-ci s'attaque aux privilèges des élites économiques, serait également capable de proposer une voie alternative face aux renoncements de

l'exécutif, comme face à la bureaucratiation rapide de la nouvelle élite politique qui a accompagné Morales au pouvoir.

Une telle perspective n'a pourtant rien d'évident. La « vieille gauche », divisée entre l'opportunisme des courants communistes et le sectarisme des organisations trotskistes, ne semble pas avoir achevé la traversée du désert entamée dans les années 1980. En dépit de sa visibilité médiatique, la COB est quant à elle paradoxalement prisonnière de son propre corps militant, essentiellement composé de salariés, dont les préoccupations demeurent somme toute distinctes d'autres catégories pourtant majoritaires au sein de la population, tels les travailleurs de l'économie informelle, les paysans et les indigènes.

C'est pourquoi les défections au sein du MAS, qui se multiplient tant chez les intellectuels que parmi certains dirigeants, ne contribuent pas à l'émergence d'une gauche anticapitaliste. La tâche des militants de gauche en Bolivie, dès lors, s'apparente de plus en plus à un périlleux exercice d'équilibriste : s'il ne faut pas désespérer que la mobilisation actuelle puisse constituer le point de départ d'un renouveau de la gauche, elle doit d'abord et en premier lieu imposer à Morales et au processus actuel un indispensable « coup de barre » à gauche. □

1. Fundación Milenio, Informe Nacional de Coyuntura, n° 86, 2011.

2. Erbol, « Campesinos instruyen expulsar de comunidades a maestros 'faltones' » : <http://www.erbol.com.bo/noticia.php?identificador=2147483943392>

3. La Patria (La Paz), 18/02/11.

4. <http://www.abi.bo/nucleo/noticias.php?i=2&tj=20110508104324>

5. CEDLA, Nota de prensa, 13/04/11.

6. Voir, notamment sur la question de la souveraineté alimentaire, le remarquable dossier élaboré par Bernard Perrin : « La révolution bolivienne cherche son second souffle », Le Courrier (Genève), 30/04/11.

7. Voir le portail interinstitutionnel de Plataforma energética, sur l'énergie en Bolivie : [www.plataformaenergetica.org](http://www.plataformaenergetica.org).

8. Antonio Rodríguez-Carmona, El proyectorado – Bolivia tras 20 años de ayuda externa, La Paz, Plural, 2009.



# Enfermer et punir les mineurs

PAR ANNE LECLERC

*Alors que la justice des mineurs est en passe d'être modifiée, on ne peut que constater que l'Ordonnance de 1945 qui la régissait jusqu'à présent a été peu à peu vidée de son sens. Les conditions sociales et économiques ne sont plus prises en compte et les mineurs sont le plus souvent traités comme des majeurs, parfois avec des peines plus lourdes. Les centres fermés se multiplient et leurs effets sur des jeunes, qui sont en construction, sont dramatiques.*

**C**et article intervient en pleine réforme de la justice des mineurs, qui met fin à la primauté de l'éducatif contenue dans l'ordonnance du 2 février 1945 régissant la justice des mineurs. Celle-ci affirmait que chaque enfant, chaque adolescent était éduicable et faisait primer l'éducatif sur le répressif. Elle affirmait d'ailleurs dans son préambule : «*la société n'est pas assez riche de ses enfants pour s'en priver d'aucun*».

## LE PROJET DE LOI SUR LA JUSTICE DES MINEURS

Le 17 mai, le Sénat a adopté en première lecture un projet de loi qui prévoit pour les majeurs l'introduction de jurys populaires en matière correctionnelle et pour les mineurs plusieurs dispositions qui mettent fin, notamment pour les adolescents de plus de 16 ans, à une justice spécifique. Alors que le Conseil constitutionnel a invalidé les articles de la loi Loppsi 2 concernant les mineurs (notamment la comparution immédiate), estimant qu'ils étaient en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'enfant, le projet de loi reprend une procédure qui se rapproche de la comparution immédiate des majeurs et l'introduction du tribunal correctionnel pour les plus de 16 ans. Les juges des enfants n'auront plus qu'un rôle secondaire et se borneront, au lieu de prendre en compte la personnalité du jeune ou le contexte familial et social, à considérer l'acte lui-même. Le temps éducatif, nécessaire pour appréhender la problématique du jeune et lui permettre d'évoluer, va de fait disparaître avec toutes ces nouvelles procédures. Celles-ci vont s'ajouter à la loi sur la récidive qui avait introduit les peines planchers pour les majeurs comme

pour les mineurs. Ce système d'automatisme de la peine en fonction du nombre de délits se solde le plus souvent par des peines de prison fermes. Ces lois sont dramatiques car de plus en plus d'adolescents et d'enfants seront exclus à tout jamais de la société. La délinquance des mineurs ne baissera pas car l'exemplarité de la peine est un mythe.

Dans le contexte actuel d'hystérie sécuritaire et de populisme pénal, la spécificité de la justice des mineurs est donc laminée et l'enfermement devient peu à peu la solution unique. Pour justifier le fait de les juger comme des adultes, Sarkozy et ses clowns de ministres de l'Intérieur et de la Justice ne cessent d'affirmer que «*les jeunes d'aujourd'hui*» ne sont plus ceux de 1945.

Pourtant, un constat s'impose : la guerre de classe à l'œuvre avec les politiques libérales et en particulier la destruction des services publics, fabrique un chômage de masse, exclut de nombreux enfants de l'accès aux droits sociaux. D'après la défenseure des enfants, parmi les 8 millions de personnes qui vivent en France avec moins de 950 euros par mois, pas moins de 2 millions sont des enfants.

## ARRIÈRE-FOND IDÉOLOGIQUE D'UNE RÉGRESSION

L'histoire de la prise en charge de l'«*enfance irrégulière*», terme employé pendant des décennies, est une longue suite d'enfermements, de châtiments corporels où se côtoient jeunes «*vagabonds*», enfants dont les pères réclament l'enfermement et auteurs de délits plus ou moins graves.

L'histoire des colonies pénitentiaires, du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux maisons de correction d'avant 1945, est ponctuée de murs qui suintent la faim, la maltraitance, avec comme conséquence la mort d'enfants et d'adolescents sous le coup de ces mauvais traitements. Cette histoire de la prise en charge des jeunes en difficulté évolue selon un mouvement de balancier. Le regard sur l'enfance en danger est soumis aux aléas des politiques et au gré des régimes, la prise en charge de cette «*enfance irrégulière*» évolue vers la répression sous les régimes autoritaires et en temps de crise, et vers une approche plus humaine puis plus éducative dans des périodes plus «*ouvertes*».

En France, des années 1960 jusque dans les années 1980, on assiste à la disparition progressive des centres fermés et à l'appa-



rition de pratiques éducatives innovantes incluant approche analytique, pédagogie du «faire avec» et ouverture de foyers éducatifs à petits effectifs. C'est d'ailleurs Peyrefitte, ministre de l'Intérieur, auteur de la loi répressive «sécurité et liberté» qui ferma le dernier centre fermé en 1978!

Après les Trente Glorieuses, la crise économique provoque l'accroissement du chômage, de la précarité, des difficultés économiques et sociales. On assiste à une augmentation des petits délits de la misère, commis par des majeurs comme par

des mineurs. La question de la sécurité est alors instrumentalisée à chaque élection, les jeunes servant de boucs émissaires.

À cela s'ajoutent plusieurs éléments :

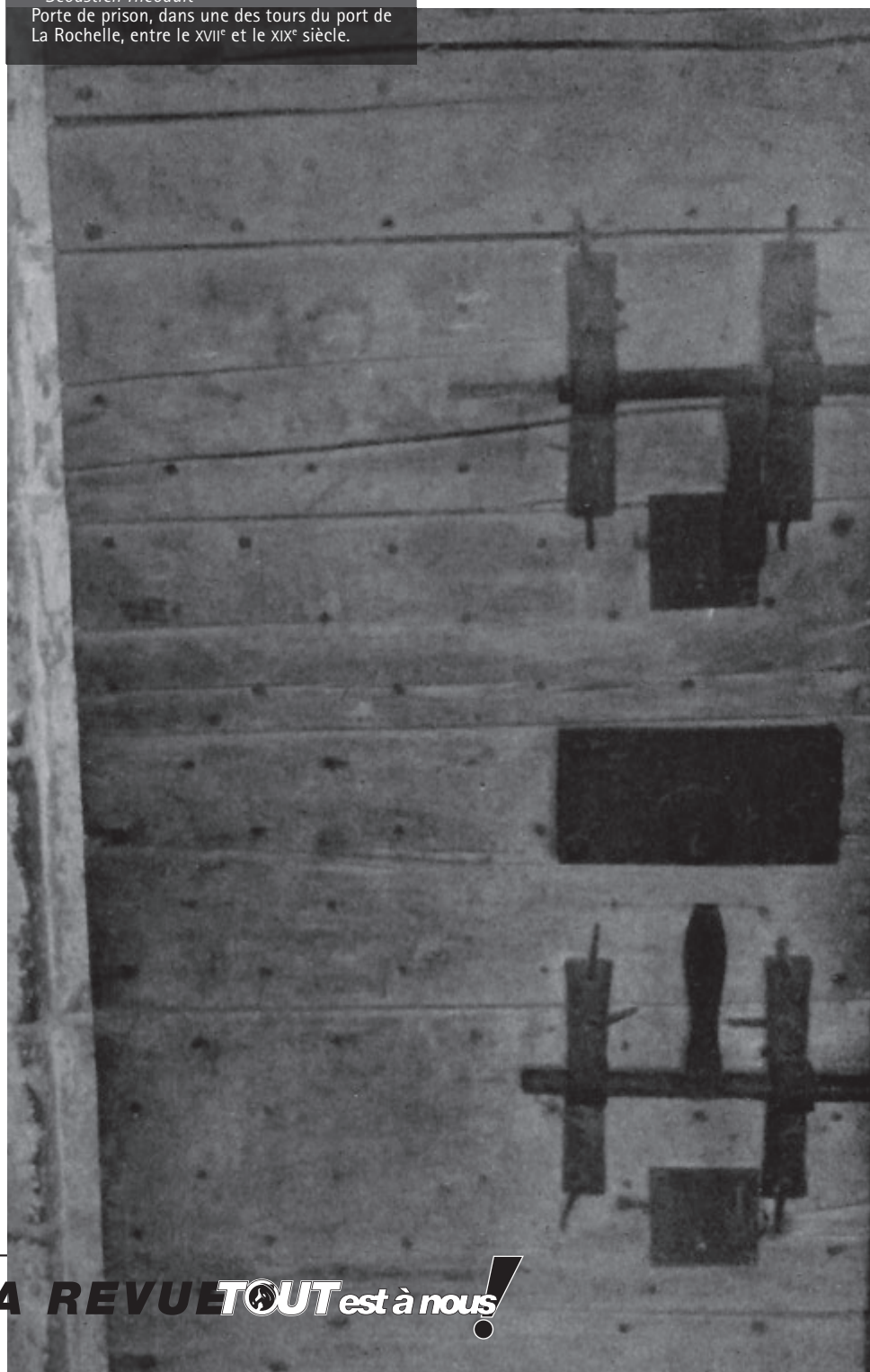
1- La volonté d'en finir avec la «permissivité de Mai 68»: le seuil général de tolérance envers les comportements de transgression des jeunes et des enfants diminue (alors que la transgression est un passage «normal» dans la trajectoire de l'enfant jusqu'à l'âge adulte). La justice est de plus en plus souvent sommée de sanctionner des actes de transgression qui auparavant étaient en général réglés dans le cadre scolaire ou familial. Une judiciarisation à outrance se met en place selon l'adage «qui vole un œuf vole un bœuf», avec une version actualisée

qui serait plutôt «qui donne une gifle donnera un coup mortel». Il faut en finir avec une conception de l'éducation qui laisse le temps nécessaire pour l'action éducative et qui favorise l'approche analytique de la problématique de ces jeunes. On oublie volontairement que ce qui caractérise un jeune en danger est qu'il est le plus souvent victime et auteur. La justice des mineurs est accusée de tous les maux alors qu'elle a un taux de réponse supérieure à celle des majeurs (94% des auteurs de délits sont poursuivis, ce taux est nettement plus bas pour les majeurs). Et, de plus en plus, les mineurs de plus de 16 ans subissent des peines supérieures à celles des majeurs mis en cause dans les mêmes affaires. L'impunité des mineurs est pourtant éternellement brandie, notamment par les syndicats policiers qui servent ce couplet de façon récurrente. Ceux-ci voudraient qu'ils soient jugés comme des majeurs, déniaient toute excuse de minorité.

Parce qu'il n'y a pas de résultats immédiats et visibles en termes de baisse de la délinquance des mineurs, les structures ouvertes sont petit à petit remises en cause. Il n'y a pas d'évaluation des différents modes de prise en charge ouverts, que cela soit en foyer, en insertion ou dans les services de milieu ouvert. Pourtant une évaluation fine du parcours des jeunes passés par ces structures permettrait sûrement de mettre en avant des évolutions positives. Mais aujourd'hui, ce qui intéresse les politiques, c'est l'effet immédiat et visible des réponses apportées. Il faut juste montrer que les mineurs auteurs de délits ne menacent plus l'ordre public car ils sont enfermés dans les centres éducatifs fermés (CEF), les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM) et les centres de jeunes détenus (CJD).

2- On assiste à la remise en cause de l'éducabilité des enfants avec le retour des théories de l'inné et de l'acquis et la prééminence de l'origine au détriment de l'histoire familiale et affective. Le rapport Benisti s'en est fait le porte-parole en préconisant des dépistages précoces, avec une courbe de la délinquance de 3 ans à 18 ans. Ce rapport a d'ailleurs donné naissance au mouvement «Pas de zéro de conduite» qui a permis de mettre un coup d'arrêt à ces velléités de dépistage systématique. Si ce mouvement a connu un réel succès, c'est parce que ce dépistage visait au bout du compte tous les gamins trop remuants et les classes moyennes ont compris que leurs propres enfants seraient aussi concernés, même si ce sont les enfants des milieux les plus défavorisés et/ou issus

© Sébastien Thébault -  
Porte de prison, dans une des tours du port de La Rochelle, entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle.



de l'immigration qui étaient au départ visés et stigmatisés.

3- Sur le fond, les théories comportementalistes comme panacée de la rééducation ont le vent en poupe. C'est le symbole d'une idéologie sécuritaire, portée par les lobbies qui essaient de tout ramener à des explications physiologiques et où le psychisme est mis au second plan. Par ailleurs il ne faut pas négliger les enjeux économiques pour l'industrie de la sécurité et de l'enfermement.

**MISE EN PLACE DES STRUCTURES D'ENFERMEMENT**

Les CEF, présentés à leur création comme structures fermées mais éducatives, seraient, selon l'actuel ministre de la Justice, les structures modèles pour les mineurs délinquants. Cela se traduit par l'affectation exclusive des moyens financiers et en personnels aux structures d'enfermement avec la création de CEF puis d'EPM. Les différents ministres de la Justice ont tenté de faire croire que les CEF n'étaient pas tout à fait fermés, en oubliant que la plupart des jeunes placés en CEF le sont soit dans le cadre d'un contrôle judiciaire, soit dans le cadre d'un sursis avec mise à l'épreuve (SME). Cela signifie que la moindre fugue devient un délit et que bon nombre de jeunes placés dans un CEF ont été incarcérés parce qu'ils étaient en fugue du CEF (et non pour le délit commis). En effet, un incident au contrôle judiciaire ou au sursis mise à l'épreuve (SME) donne la possibilité au juge de révoquer le contrôle judiciaire (CJ) ou le SME accompagnant le placement. On peut dire que dans ces circonstances, la fugue devient une évasion et se trouve punie comme telle! Pour mettre en place les CEF, les foyers éducatifs de la protection judiciaire de la jeunesse sont progressivement fermés tout comme les structures d'insertion. Depuis 2002, 55 foyers ont été fermés et cela va continuer puisque le budget 2012 prévoit la transfor-

mation de 20 foyers en CEF s'ajoutant aux 43 existant actuellement. Le contrôleur des prisons, Jean-Marie Delarue, dont la fonction va disparaître comme celle de la défenseure des enfants, a rendu en décembre 2011 une série de recommandations à la suite d'observations recueillies dans quatre centres éducatifs fermés. Il note que certaines équipes ont recours de manière abusive à la contrainte physique. Il a remarqué le recours à des personnels éducatifs sans formation, un manque de respect du droit des mineurs et de leurs parents et un suivi psychiatrique insuffisant. De fait, pour nombre de jeunes, la situation va se dégrader. En effet, s'il n'y a pas de murs, ils sont dans l'obligation de rester dans ces centres dont toute sortie non autorisée est une fugue. Éduquer dans un lieu clos relève de l'impossible. Le fait de mettre des jeunes les plus en difficulté dans un lieu clos provoque l'effet « cocotte minute », le développement d'une forme de « caïdisme », bien connu des anciennes maisons de correction. On retrouve dans les rapports des personnels les termes employés du temps de celles-ci. Le moindre incident avec un personnel, la moindre résistance à un ordre donné, sont transmis par écrit au juge des enfants. Celui-ci a des informations « en direct » à propos du comportement du jeune à un instant T, vision complètement impressionniste qui efface peu à peu la problématique du jeune.

Les EPM créés après 2005, actuellement au nombre de six, sont censés mettre de l'éducatif dans les peines d'emprisonnement. Pour cela, on a créé des binômes éducateur/surveillant de prison. Ce binôme censé combiner sécurité et éducation est un leurre. La grève toute récente des éducateurs dans ces EPM illustre l'impossibilité de conjuguer éducation et prison. De fait, si ce projet avait recueilli l'approbation de certains qui pensaient que la présence d'éducateurs amoindrirait l'effet de la pri-

son, c'est l'inverse qui s'est produit. L'objectif est de maintenir les jeunes détenus dans une suractivité permanente, ce qui fait que de nombreux jeunes disent préférer effectuer leur peine en CJD où les activités ne sont pas obligatoires!

Et dans les EPM, des jeunes se suicident comme dans les prisons classiques. Le premier adolescent qui s'est suicidé dans un EPM était âgé de 15 ans. Le rapport ordonné à la suite de ce suicide est accablant pour les deux administrations, pénitentiaire et responsable de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) de cet EPM. En effet, à la suite d'une première tentative de suicide, le jeune garçon avait été emmené à l'hôpital. Devant le refus du médecin de garde de mettre par écrit le motif de la préconisation d'hospitalisation (respect du secret médical), le responsable de l'EPM avait refusé de laisser cet adolescent à l'hôpital. Il s'est suicidé peu après!

Aujourd'hui le taux d'incarcération des mineurs explose, conséquence de l'application des récentes lois : peines planchers et procédures rapides de présentation immédiate. Au 1<sup>er</sup> avril, le nombre de mineurs détenus s'élevait à 804 contre 688 au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Pour s'opposer à cette destruction de la justice des mineurs, il faudrait une mobilisation d'ampleur mais celle-ci ne dépasse pas pour l'heure le champ des professionnels.

Le SNPES-PJJ/FSU, syndicat majoritaire à la protection judiciaire de la jeunesse, s'est élevé et s'élève encore contre toutes ces réformes successives qui entérinent le tout répressif et le tout enfermement des mineurs. Le Syndicat de la magistrature, l'Association des magistrats de la jeunesse ont eux aussi comme le SNPES-PJJ/FSU du mal à se faire entendre. La résistance est difficile dans ce climat sécuritaire où les partisans de l'éducation passent pour angéliques. □

À l'occasion d'un horrible fait divers, à la lecture du parcours de l'auteur du meurtre d'une jeune fille par un homme de 32 ans, T. M., en février 2011, plusieurs professionnels ont eu le sentiment que la politique du tout enfermement dès le plus jeune âge allait contribuer à fabriquer à moyen et long terme de futurs TM.

Très vite étiqueté par les médias comme multirécidiviste en matière de délits à caractère sexuel, le parcours judiciaire de TM se révèle être celui d'un enfant victime de violence dès son plus jeune âge, émaillé d'abandon, de rupture et de placements.

Mis en prison pour mineurs dès 16 ans pour des petits délits, il est accusé avec deux codétenus d'avoir introduit un manche à balai dans l'anus d'un quatrième détenu. Il a toujours nié avoir participé à ce viol mais il est condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis. Cet acte commis, certes odieux, est le sort réservé par les codétenus en prison à ceux qui sont appelés les « pointeurs » parce que classés comme délinquants sexuels. Le système carcéral, loin d'empêcher les violences, génère ce type d'attitudes et n'assume pas la protection des détenus eux-mêmes.

TM va commettre, à la fin de cette première incarcération comme mineur, une série de délits de tous ordres mais aucun à caractère sexuel.

Un viol du même type que celui dont a été accusé TM lors de sa détention comme mineur s'est d'ailleurs produit dans un CEF l'année dernière. Trois mineurs ont violé un autre adolescent avec un bâton. L'enfermement favorise les comportements limites, notamment chez des adolescents, êtres en devenir, qui dans un cadre éducatif ouvert, ne feraient pas de passages à l'acte de ce type.

# Sortir en moins de 10 ans du

PAR LAURENT GROUET ET CLAUDE KAISER

## Pourquoi le NPA de sortie du nucléaire

### TOUT D'ABORD PARCE QUE C'EST PARFAITEMENT RÉALISABLE !

Cela doit résulter de la conjonction de deux facteurs ; d'un côté la baisse de la demande en électricité par une politique de sobriété (rénovation de l'habitat, refus du gaspillage...) et d'économies, et de l'autre côté un développement massif des énergies renouvelables (ER). Pour y parvenir, les obstacles ne sont plus techniques, tant les innovations en matière d'énergies renouvelables et de stockage ont été importantes ces dernières années, mais politiques et financiers.

En France comme ailleurs, la logique capitaliste est le principal obstacle à cette nécessaire révolution énergétique. Les industriels de la filière s'accrochent encore à leur phénoménale source de profits et bénéficient d'appuis politiques à droite comme à gauche. Malgré l'horreur de Fukushima, les partis de gouvernement (UMP, PS) sont toujours clairement pour continuer le nucléaire (voir le programme du PS sur son site).

De son côté, le parti dit «écologiste» se prononce pour une sortie du nucléaire en 25-30 ans : ce choix présenté comme raisonnable est manifestement dicté par le souci d'une compatibilité électorale avec le Parti socialiste pro-nucléaire.

Mais demander la sortie en 25-30 ans, c'est donner raison à EDF qui réclame le prolongement de ses réacteurs pour cette durée, et c'est aussi accepter le prolongement du nucléaire jusqu'au moment où l'uranium commencera à manquer. C'est une imposture irresponsable !

Quant à la majeure partie des grandes associations écologistes, toutes engluées dans l'imposture du Grenelle de l'environnement où se joue la distribution des subventions, elles restent bien discrètes sur le sujet.

### IL Y A URGENCE ABSOLUE

Après la catastrophe de Fukushima où rien n'est définitivement sous contrôle,

et malgré les efforts des travailleurs japonais pour empêcher un désastre encore plus grand, l'humanité est toujours sous la menace du pire. Cette tragédie a révélé au monde de façon encore plus évidente l'urgence absolue de se mettre à l'abri des méfaits du nucléaire. Accidents aux conséquences gravissimes, effets de la radioactivité sur la santé, production de déchets hautement nocifs et ingérables, énormes difficultés pour le démantèlement des centrales, pollution des rivières indispensables au refroidissement des réacteurs, production d'armes nucléaires... les raisons de sortir du nucléaire sont multiples.

Il faut une voix pour le crier et dire qu'il est tout à fait possible de sortir rapidement du nucléaire. C'est pourquoi celles et ceux qui ont choisi de se rassembler au sein du NPA pour lutter contre le capitalisme et aussi contre le nucléaire, ont décidé de s'y atteler.

### SORTIR DU NUCLÉAIRE ET LUTTER CONTRE L'EFFET DE SERRE : DEUX OBJECTIFS PARFAITEMENT COMPATIBLES

La sortie du nucléaire doit se faire en tenant compte de la problématique énergétique globale et notamment de l'effet de serre et doit donc viser à minimiser autant que possible le recours aux énergies fossiles.

Comme on le verra, notre scénario ne constitue pas un obstacle à la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dès lors qu'aucun recours supplémentaire à l'énergie fossile ne sera nécessaire. Par contre nous faisons effectivement appel au système dit de «cogénération» dont une partie est émettrice de gaz à effet de serre. Mais cette part est minime et transitoire car au-delà de dix ans, le prolongement de notre scénario permet une baisse très rapide de tout recours à ce type d'énergie.

D'autre part, l'ensemble de ces projections est à inclure au sein d'une logique

beaucoup plus globale de baisse d'émission de CO<sub>2</sub> notamment au niveau des transports, principal facteur émetteur.

Il s'agit bien ici d'un scénario de sortie du nucléaire simple. Dans un souci de crédibilité totale, il se fonde sur des hypothèses réalistes qui prouvent que sortir du nucléaire en dix ans est possible. Mais ces hypothèses sont minimalistes. Il est évident qu'il est possible de faire encore mieux et d'éviter ainsi rapidement le moindre recours à toute production émettrice de gaz à effet de serre.

Contrairement à ce que véhicule une partie du mouvement écologiste traditionnel qui a tendance à faire la morale aux travailleurs sans s'en prendre aux vrais gaspilleurs, nous pensons qu'il est possible, sans toucher le confort de vie, mais en étant toutefois «raisonnable», d'arriver en dix ans maximum à une situation où la production d'électricité sera majoritairement issue des énergies renouvelables et la part d'énergies fossiles stabilisée amorcera sa baisse.

Nous disons dix ans maximum car en réalité nous pourrions aller encore plus vite en supprimant ou en réduisant fortement certaines industries inutiles et voraces en énergie comme l'armement, une partie la chimie, de l'agroalimentaire.

Notre scénario nécessite certes une véritable révolution énergétique, mais le territoire français possède tous les atouts : énormes potentiels dans les domaines éolien (sur terre et en mer), le solaire, le bois, l'hydraulique, l'hydrolien, etc. Les chiffres présentés ici montrent dans quels secteurs des économies d'énergies sont possibles et les potentiels en énergies renouvelables.

### RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE (POTENTIEL ANNUEL ATTEIGNABLE DANS DIX ANS) :

Consommation électrique nationale annuelle selon l'Insee : 485 TWh\* en 2009

\* 1 terawatt-heure (TWh) = 1000 gigawatts-heure (GWh) et 1000000 megawatts-heure (MWh)

# nucléaire: oui c'est possible!

## propose-t-il un schéma en 10 ans maximum?

○ Les pertes en ligne et la consommation des centrales: l'industrie nucléaire consomme une partie non négligeable de sa production, notamment du fait de son hypercentralisation et pour l'enrichissement de l'uranium. Un arrêt de la production nucléaire économiserait autour de 30 TWh. De plus, on estime que 12% de l'énergie électrique est perdue dans les lignes haute tension et à cause des transformateurs en surchauffe. Ces pertes peuvent être réduites d'un tiers en dix ans par la baisse de la consommation, la modernisation de certains équipements (transfos) et la décentralisation des modes de production soit 6 TWh.<sup>1</sup>

○ Chauffage: en France, au moins 30% des foyers sont équipés de chauffage électrique (contre 5% seulement en Allemagne). Le chauffage électrique est une aberration (1W électrique consommé nécessite de « brûler » 3W thermiques dans une usine!). Leur remplacement progressif, avec un vaste programme d'isolation de l'habitat, la production de poêles à granulés, l'usage de la géothermie, l'installation de chauff

fage central en cogénération (où la chaleur émise permet de produire en même temps de l'électricité) permettraient une économie de 30 TWh minimum<sup>2</sup>.

○ Renforcement des normes des appareils électriques (réfrigérateurs, veille...): 11TWh peuvent être économisés facilement (chiffres Réseau sortir du nucléaire - RSN).

○ Éclairage domestique et public: obliger les entreprises et les collectivités à réduire leurs éclairages, et équiper les foyers particuliers de lampes basse consommation et en appareils économes doit permettre une économie de 19 TWh (chiffres agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - Ademe).

○ Industrie et commerces: l'aveuglement capitaliste est intrinsèquement gaspilleur. Bien qu'ayant fait certaines économies durant les années 1970-1980, l'industrie s'est largement remise à dilapider l'électricité notamment du fait de la tarification toujours trop basse qui lui est appliquée et provoque du gâchis. Nous proposons la suppression immédiate des panneaux de publicité lumineux, des normes sur le froid

industriel, la suppression progressive de la climatisation, l'amélioration de l'isolation des locaux anciens et la mise en place de normes bioclimatiques sur les nouveaux. Pour les grosses entreprises, une véritable politique de sobriété énergétique qui s'appuierait sur la socialisation de larges pans de l'économie, entraînerait la mise en chantier de moyens de production propres (micro-éoliennes et panneaux solaires sur les toits des grandes surfaces...). L'économie potentielle est d'au minimum 20 TWh.

**Économies totales: 116 TWh**

Notre consommation pourrait donc se réduire pour atteindre:  $485 - 116 = 369$  TWh. Il faut préciser que ces chiffres sont des minima, bien d'autres études étant plus ambitieuses.

**OFFRES EN ÉNERGIES NON NUCLÉAIRE (POTENTIEL ANNUEL ATTEIGNABLE DANS DIX ANS)**

Actuelle production non nucléaire nationale: 132 TWh

© Photothèque Rouge / Milo

Dont :

- 70 TWh renouvelables (60 hydraulique + 10 éolien et solaire)

- 62 TWh thermique (sur un potentiel actuel de 160)

Pour satisfaire la consommation sans le nucléaire, il nous faudra donc trouver en production :

369 - 132 = 237 TWh en moins de dix ans  
 Répétons-le: les chiffres que nous avançons ci-dessous résultent d'hypothèses basses et raisonnables. Dans ces hypothèses, des problèmes liés à l'intermittence de la production électrique par les renouvelables pourraient se produire à la marge dans la période de transition de dix ans.

Dès lors, un choix de société pourrait s'imposer, visant à réduire ponctuellement certaines productions industrielles particulièrement énergivores.

Dans une société démocratique digne de ce nom, ces choix feraient l'objet d'une concertation entre travailleurs et usagers et constitueraient une occasion supplémentaire de remettre en cause le productivisme auquel nous sommes collectivement et culturellement soumis.

En tout état de cause, une politique d'investissement encore plus volontariste que celle que nous proposons est possible et permettrait en la liant aux nouvelles techniques de stockage (voir infra stockage), d'éviter toute rupture de l'approvisionnement nécessaire.

○ Grand éolien :

Ce secteur a connu des évolutions technologiques majeures et continue à en connaître. Actuellement la majeure partie des éoliennes installées développent une puissance de 2 à 2,5 MW. Une nouvelle génération d'une puissance de 5MW est en cours d'installation notamment dans les pays nordiques et le prototype de 10 MW est opérationnel. D'après l'Ademe, en moins de trois mois, une éolienne produit l'équivalent de l'énergie qu'il a fallu pour la fabriquer, l'installer et la démonter ! L'exemple allemand montre qu'un rythme de 3800 MW par an peut être atteint. On obtient alors en dix ans 38 000 MW, soit une énergie produite annuelle de 68,6 TWh<sup>3</sup>.

○ Éolien off-shore :

Le potentiel est gigantesque. Les vents en mer, plus réguliers et plus puissants permettent une production de 16000 MW en dix ans, soit 56 TWh à raison de 3500h/an.

○ Micro-éolien : les petites éoliennes étant maintenant suffisamment silencieuses, il devient possible d'en installer sur les toits en milieu urbain ou sur des sites isolés. En

systematisant l'installation de ces micro-centrales (10 à 50Kw) dans les constructions neuves, sur les toits des centres commerciaux, etc. on peut arriver à un apport de 3,5TWh en dix ans.

○ Micro-hydraulique: les grandes installations (barrages) ne peuvent plus être développées sans mettre en péril les divers écosystèmes ainsi que les modes de vie des populations. Par contre l'implantation d'unités de production micro-hydrauliques (inférieures à 1 MW) est encore tout-à-fait possible et permettrait d'installer jusqu'à 9TWh<sup>4</sup>.

○ Solaire: le potentiel de cette énergie est considérable: 8000 à 10000 fois la consommation actuelle de l'humanité. En capter une infime partie permettra demain de résoudre la majorité des problèmes énergétiques dans lesquels nous sommes englués.<sup>5</sup>

Dès aujourd'hui et à moyen terme, l'énergie solaire peut représenter une contribution importante à nos besoins en électricité. En France, 100 km<sup>2</sup> environ sont bâtis par an. Si on impose que toute construction neuve dispose de panneaux photovoltaïques (ou de chauffe-eau solaires), et ce sur un cinquième des surfaces bâties pour des raisons pratiques (encombrement, accessibilité), on arrive à un total de 18,6 TWh. De plus sur le bâti ancien en programmant 350MW/an (comme par exemple en Allemagne ces dernières années) on parvient à 5,6 TWh en dix ans.

○ Énergie de la mer: le potentiel est là aussi gigantesque. Il existe en France des projets très sérieux de développement d'hydroliennes (éoliennes sous-marines) qui permettraient d'utiliser les courants sous-marins. L'Écosse

et l'Angleterre sont déjà au stade de la production d'électricité grâce à des «serpents de mer» qui utilisent l'énergie des vagues pour produire de l'électricité. Ce potentiel est évalué par EDF à 14 TWh, ce qui semble réellement un minimum au regard de la puissance phénoménale des mers<sup>6</sup>.

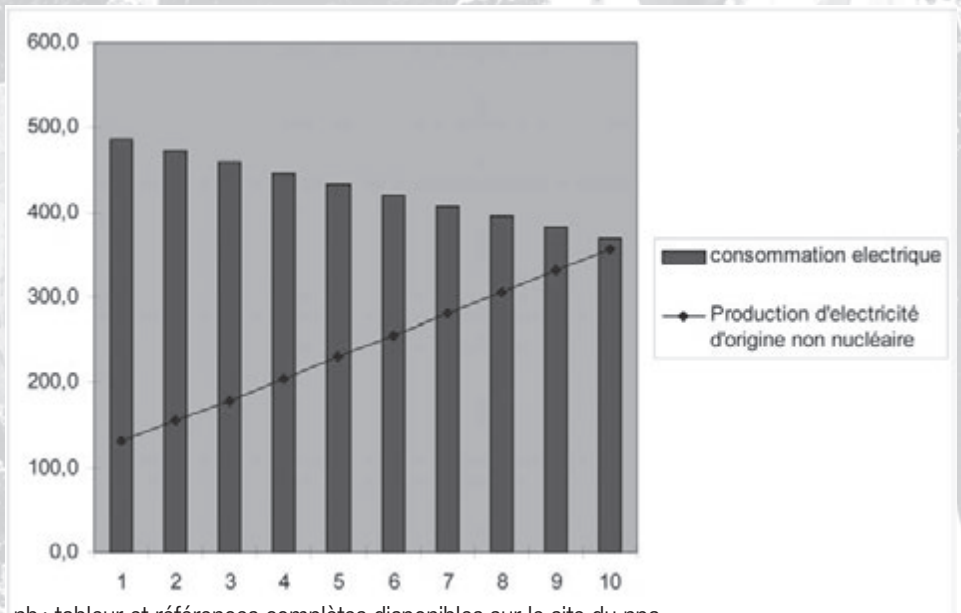
○ Cogénération: pour l'instant utilisée a minima dans l'industrie et les grands réseaux de chaleur, la cogénération, qui consiste à produire de la chaleur et en même temps de l'électricité, peut être largement développée en s'appuyant sur la filière bois. Le bois est une ressource encore sous-exploitée en France et constitue un combustible alternatif au fioul ou gaz dans les chaufferies. Une bonne exploitation des forêts favorise leur régénération, participe à la lutte contre les incendies.

La production de chaleur et d'électricité peut être obtenue par des moteurs à gaz ou diesel (potentiel minimum de 12 TWh), des turbines à gaz ou à vapeur, et la pile à combustible ou à partir de bois ou de biogaz (potentiel minimum de 18 TWh). Enfin, le remplacement des chaudières à gaz ou au fioul dans l'habitat par des installations de cogénération pourrait produire un minimum de 35 TWh (chiffres RSN).

À noter que l'impact carbone supplémentaire induit par la cogénération serait minime (car assise essentiellement sur l'énergie bois) et transitoire car annulé rapidement par le développement des énergies renouvelables.

○ Utilisation de la totalité des installations hydrauliques actuelles (sans création de nouvelles unités): 80 TWh au lieu de 60 soit 20TWh.

**TOTAL ÉNERGIES RENOUVELABLES + COGÉNÉRATION : 237 TWh**



nb : tableur et références complètes disponibles sur le site du npa



© Photothèque Rouge / Franck Houlgatte - Convoi de déchets nucléaires

Les problèmes éventuels liés à l'intermittence pourraient aisément être palliés par un recours supplémentaire minime et ponctuel au thermique existant dont le potentiel est de près de 100 TWh supplémentaires. Nos objectifs sont donc largement atteignables et sans augmentation majeure de l'effet de serre.

D'autant plus que ces perspectives se basent sur des technologies actuelles, dont l'évolution rapide peut permettre une augmentation des rendements. Le graphique ci-contre permet de visualiser le moment où la production d'électricité issue du renouvelable et du parc thermique est suffisante pour se passer du nucléaire et fermer la dernière centrale.

#### ET LE COÛT ?

Pour les énergies renouvelables, ce programme est estimé à près de 7 milliards d'euros par an hors taxe évidemment, car il s'agira de commandes publiques, soit seulement 4% des niches fiscales des entreprises qui se sont élevées à 172 milliards en 2010 selon la Cour des comptes. Dont pour l'éolien terrestre 3,2 milliards d'euros par an (en comptant 850 Keuro/MW installé pour 3 800 MW/an), 2,4 milliards d'euros, pour l'éolien offshore (pour un coût évalué à 1 500Keuro/MW), l'hydrolien environ 450 millions (en

prenant une fourchette haute de 30 cents/kwh). Le solaire est estimé à 2 euros le watt installé, soit moins de 1 milliard d'euros par an<sup>7</sup>.

#### ET LE STOCKAGE ?

On entend souvent que le problème des ER est leur intermittence. Mais contrairement à l'idée reçue, les moyens de stocker l'énergie existent ! Pour cela les principales sources de stockage (avec peu de pertes c'est-à-dire avec des rendements supérieurs à 70%), sont le transfert par pompage déjà utilisé par EDF pour stocker le surplus énergétique des centrales nucléaires (3600 MW déjà disponibles) ainsi que les nouvelles méthodes de stockage par air comprimé tels qu'ils sont déjà utilisés et qui permettent de restituer l'électricité dans les périodes de pointe ou les périodes sans vent.

#### ET L'EMPLOI ?

Notre scénario est largement favorable à l'emploi.

**La situation actuelle avec le nucléaire : baisse des coûts, précarité et sous-traitance !**

La déréglementation du marché de l'électricité a pour conséquence une mise en concurrence féroce des entreprises de ce secteur et une course aux gains de productivité. Pour

la réduction des coûts, une des principales «variables d'ajustement» est évidemment la diminution des effectifs qui a touché la plupart des pays européens, alors même que la production d'électricité augmente

À EDF, depuis l'introduction en Bourse, la réduction des effectifs a connu une brusque accélération. La direction d'EDF a agi sur trois paramètres :

- les économies sur la gestion des stocks.
- L'augmentation des tarifs.
- La réduction des charges de personnel.

Un agent EDF sur deux n'est pas remplacé lors des départs en retraite. Dans les centrales, les personnes qui ont «démarré» le nucléaire partent. L'expérience accumulée n'est pas transmise puisque seulement une personne sur trois serait remplacée et souvent au dernier moment par des jeunes embauchés envoyés «au feu» avec très peu de formation.

La fragilisation du travail par le développement des contrats précaires et de l'intérim (30% des effectifs de la maintenance du parc), du temps partiel et de la sous-traitance est l'une des caractéristiques les plus fortes de l'évolution des situations de travail dans la dernière décennie.

Anticipant l'ouverture de son capital, EDF a abandonné depuis plusieurs années la gestion



des centrales à de grands groupes privés. Qu'il s'agisse du travail autour de la cuve (chargement/déchargement du combustible, contrôle des circuits...) ou d'autres prestations (gestion du linge, nettoyage, décontamination...).

La sous-traitance à ces groupes doit permettre à EDF de tendre vers un objectif de réduction des coûts de 30% tous les quatre ans. Suez, Areva, Endel et bien d'autres se partagent donc ce marché, en dégradant fortement les conditions de travail. Et de sécurité.

Les moyens de contrôle et de protection sont insuffisants: prise de risques pour les mesures de radioactivité, stress permanent, concurrence entre les salariés... Par ailleurs, le risque incendie est sous-estimé. Enfin, lors des périodes d'arrêt annuel, ce sont essentiellement des intérimaires qui interviennent.

#### **En cas de sortie rapide du nucléaire:**

Tout d'abord, toutes les études convergent désormais pour démontrer qu'à investissement équivalent, on crée bien plus d'emplois durables dans le secteur des énergies renouvelables que dans le nucléaire.

L'Allemagne a déjà créé plus de 100 000 emplois dans le seul éolien et continue de manière exponentielle.

À titre d'exemple, une étude publiée par le réseau Sortir du nucléaire évalue à environ 11 000 emplois créés la ré-affectation vers les énergies renouvelables du budget initial de l'EPR. De plus, contrairement au nucléaire, le renouvelable produit en local, entraîne naturellement un maillage territorial au niveau de l'emploi et facilite donc la dynamisation de toutes les régions.

Ensuite, il y a du travail pour plusieurs décennies dans le démantèlement des centrales qu'il faut arrêter. C'est à ce démantèlement et à la gestion des déchets que devra désormais être consacrée une bonne partie de l'énergie humaine. C'est un chantier gigantesque mais indispensable à la survie de l'humanité et qui va devoir occuper les travailleurs, du manœuvre au scientifique, pour réparer les erreurs du passé et la folie capitaliste.

Les travailleurs du nucléaire qui le souhaitent pourraient donc demeurer sur leur lieu de vie pour y contribuer, mais bien entendu pas dans les conditions actuelles

Il faut un véritable service public humain et sérieux, non soumis aux impératifs du marché. C'est pourquoi notre programme de transition comporte également des revendications immédiates en matière d'emploi et concernant directement les travailleurs, telles que l'arrêt des plans de suppressions

d'emplois dans le secteur de l'énergie, l'embauche des travailleurs du nucléaire en CDI pour garantir une protection et une sécurité efficaces pour eux-mêmes et pour la population, un programme d'embauche de personnels qualifiés pour la lutte contre l'incendie, le droit d'information des mouvements antinucléaires à l'intérieur des centrales.

Mais aussi:

- zéro licenciement au moment des fermetures des centrales;
- un programme de formation pour intégrer les salariés qui le souhaitent soit dans la production d'énergies renouvelables soit dans le démantèlement;
- des embauches massives dans les énergies renouvelables (800 000 emplois pourraient être créés);
- l'utilisation des fonds d'EDF uniquement avec une finalité sociale et écologique. □

1. [http://mathiaslaffont.files.wordpress.com/2011/01/rdv-tel-27\\_04\\_09.pdf](http://mathiaslaffont.files.wordpress.com/2011/01/rdv-tel-27_04_09.pdf)

2. <http://www.greenpeace.org/raw/content/france/presse/dossiers-documents/chauffage-electrique-en-france.pdf>. C.f le scénario sub 5% du document en en déduisant 10Twh liés à l'isolation

3. <http://www.thewindpower.net/fiche-pays-2-allemande.php> Pour 1600 heures/an, qui correspond à une implantation sur une grande partie du territoire et en comptant les 8,6TWh déjà installés et en convertissant la puissance (en W) en énergie produite/consommée (en Wh): une installation de 38 000MW qui fonctionne 1600 h par an produira: 38 000 x 1600 = 60 800 000 de MWh soit 68,6TWh annuels.

4. Rapport d'Yves Cochet <http://www.tecsol.fr/cochet/cochet.htm>.

5. [http://www.futura-sciences.com/fr/question-reponse/t/energie-renouvelable/d/quel-est-le-potential-energetique-de-lenergie-solaire\\_999/](http://www.futura-sciences.com/fr/question-reponse/t/energie-renouvelable/d/quel-est-le-potential-energetique-de-lenergie-solaire_999/)

6. <http://www.nanodata.com/sdn76/epr3/doc/analyse-energie-des-mers.pdf>

7. [http://www.photeus.info/spip/article\\_028.html](http://www.photeus.info/spip/article_028.html)



## UN OBSTACLE DE TAILLE: LE CAPITALISME !

Aujourd'hui, même si c'est bien insuffisant, les gouvernements cherchent à développer le renouvelable. Pour ce faire, ils ont mis place au niveau européen une batterie de taxes particulièrement inégalitaires (en France via la contribution au service public de l'électricité, la CSPE acquittée par tous les usagers), qui permettent à des groupes privés et des particuliers de revendre à un prix fort leur KWh renouvelable. Ce mode de financement est totalement injuste et qui plus est inefficace. Nous pensons évidemment que ce sont les profits des groupes de l'énergie qui doivent servir à financer le développement des énergies propres. On est loin du compte !

Dans tous les cas, la logique du marché ne permet pas d'amorcer la révolution énergétique dont l'humanité a besoin car les investissements sont lourds et les capitalistes raisonnent en profit à court terme, ignorant les effets sur l'environnement. En outre, la plus-value réalisée pour l'exploitation des énergies fossiles comme le nucléaire est énorme (extraction, transport, transformation, distribution...) et l'abandonner, même progressivement, est contraire à la logique du capital.

Il est donc clair que nos objectifs ne pourront être atteints que par des mobilisations conjointes d'envergure, regroupant les salariés de l'énergie et l'ensemble des usagers.

Il faudra nous réapproprier collectivement le pouvoir de décision, d'organisation de production et de contrôle de l'énergie. Pour y parvenir : il n'y a pas d'autre solution que l'expropriation des groupes privés capitalistes qui font la loi aujourd'hui et n'accepteront jamais les mesures de sauvegarde de l'humanité que nous préconisons.

## QUELQUES CHIFFRES CLÉS :

Qui il est possible de sortir du nucléaire sans couvrir la France d'éoliennes ni de panneaux solaires !

Éolien : 300 éoliennes par département (en moyenne) 1 31 % de la consommation

Grand et micro hydraulique 23 %

Solaire : 5% du bâti couvre près 7% des besoins

Reste l'hydrolien (4%) la biomasse (5%), la cogénération (8%) le thermique classique déjà existant, Réduction consommation Isolation de l'habitat, normes sévères sur l'industrie, les veilles, etc. -25% consommation

| 1. 30 000 éoliennes sur tout le territoire, chiffre dérisoire par rapport aux 355 000 pylônes haute tension actuellement installés.

© Photothèque Rouge /  
Franck Houlgatte

### NOS REVENDICATIONS IMMÉDIATES :

- intégration obligatoire de panneaux solaires sur toute nouvelle surface bâtie
- gestion en régie de tout nouveau parc éolien
- suppression immédiate des panneaux de publicité lumineux
- interdiction de nouvelles installations de climatisation (sauf hopitaux...)
- amélioration obligatoire de l'isolation de tous les locaux industriels anciens et obligation de respect des normes bioclimatiques sur toutes nouvelles constructions.



# Nucléaire et sous-traitance,

*Le constat n'est contesté par personne<sup>1</sup> : dans les centrales nucléaires en France, exploitées par EDF, l'essentiel de la maintenance est sous-traité, parfois en cascade, avec un recours à l'intérim.*

*Comme partout dans la sous-traitance, l'équation pour les employeurs est simple : diminuer le coût des prestations pour décrocher des marchés face à la concurrence, tout en cherchant à réaliser un maximum de profit. Et la solution est partout la même : tirer vers le bas les salaires et augmenter la charge de travail.*

*Mais à cela s'ajoutent des contraintes spécifiques au nucléaire : une partie de la maintenance ne peut être effectuée que pendant les « arrêts de tranche » des centrales, dont EDF cherche à réduire toujours plus la durée pour des motifs de rentabilité. Au final, c'est donc sur les salariés de la sous-traitance que pèse la pression, au péril parfois de leur sécurité, comme lorsqu'ils renoncent à exercer leur droit de retrait face à un danger grave et imminent<sup>2</sup>. La conséquence est qu'ils subissent 80 % des expositions aux rayonnements ionisants dans les centrales, un chiffre que EDF ne conteste d'ailleurs pas.*

*Tout cela rend difficile l'action syndicale dans le milieu de la sous-traitance nucléaire, en faveur d'une amélioration des conditions de travail, du suivi médical des salariés et de la reconnaissance des maladies professionnelles liées aux irradiations et aux possibles contaminations.*

*C'est ce qu'illustre le cas de Philippe Billard, militant CGT au sein de la société Endel<sup>3</sup>.*

*Fin 2006, à l'occasion d'une perte de marché à la centrale EDF de Paluel (Seine-Maritime) au profit d'un concurrent, Polinorsud<sup>4</sup>, son employeur cherche à l'éloigner dans le Nord, à la centrale EDF de Gravelines. Face à son refus, Endel engage contre lui une longue procédure de licenciement. En effet, l'autorisation de licencier Philippe Billard ayant été refusée par l'inspection du travail, Endel tente en 2007 un recours auprès du ministère du Travail. Mais ce dernier confirme le refus. Endel engage alors en 2009 une procédure devant le tribunal administratif pour obtenir l'annulation de la décision de l'inspection du travail et de la confirmation ministérielle. La société Endel est déboutée, mais fait appel du jugement. Elle vient juste, début 2011, de perdre à nouveau devant la cour administrative d'appel de Versailles. On ignore pour l'instant si elle a engagé un nouveau recours devant le Conseil d'État...*

*Après plus de quatre ans de procédure, Philippe Billard reste donc salarié de Endel. Mais, en jouant sur l'ambiguïté d'une ordonnance du conseil de prud'hommes de Rouen, son employeur a obtenu en justice le droit de l'affecter dans une agence n'intervenant pas dans le secteur nucléaire<sup>5</sup>... à la plus grande satisfaction d'EDF ! Philippe est convoqué le 14 juin 2011 à 14h45 à l'audience de la cour d'appel de Rouen pour statuer sur le jugement des prud'hommes du 17 février 2011. Il y attend de nombreux soutiens...*

1. Voir par exemple le rapport annuel 2010 de l'Autorité de sûreté nucléaire (p. 337 – disponible sur Internet)

2. Voir le témoignage de Dominique Sanson, soudeur, sur le site Internet de l'association « Santé sous-traitance nucléaire-chimie » ([www.sst-nucleaire-chimie.org](http://www.sst-nucleaire-chimie.org))

3. Endel est une filiale du groupe GDF-Suez. Par l'intermédiaire d'une autre filiale, Electabel, GDF-Suez possède et exploite sept centrales nucléaires en Belgique.

4. Polinorsud est une filiale à 100 % de la Société des techniques en milieu ionisant (STMI), elle-même détenue conjointement par Areva et Edev (filiale de EDF). Derrière le paravent de la sous-traitance, on retrouve donc les capitaux des grands groupes donneurs d'ordre : GDF-Suez, EDF, Areva...

5. Les jugements mentionnés sont consultables sur le site Internet du réseau Sortir du nucléaire.

## Entretien avec Philippe Billard

PROPOS RECUEILLIS PAR CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

### Peux-tu retracer ton parcours dans la sous-traitance du nucléaire ?

Je suis entré en sous-traitance à la centrale EDF de Paluel en septembre 1985, pour des travaux de métallurgie. J'ai été licencié économique en 1998, à la suite de la fermeture de la boîte. Mais je suis retourné à Paluel en 1999, en intérim, avant d'être embauché en juin 2000 par la société qui est devenue Endel et qui est une filiale du groupe GDF-Suez. Aujourd'hui je suis toujours chez Endel

malgré une procédure de licenciement engagée en 2006, mais j'ai été sorti du secteur nucléaire. Sur demande de EDF, c'est une chose dont maintenant la boîte ne se cache plus. Elle m'a affecté dans une agence travaillant dans la pétrochimie, mais je garde le contact avec mes collègues du nucléaire.

**Comment ont évolué les conditions de travail dans ce secteur depuis que tu as commencé à y travailler ?**

On a vu une dégradation des conditions de travail. EDF cherche à tout prix à raccourcir de plus en plus les arrêts de tranche. Un arrêt coûte à EDF un million d'euros par jour, et il y en a en moyenne une quarantaine par an. À partir de là, on comprend pourquoi il y a autant de pression sur les salariés pour que le travail soit fini en temps et en heure. Mais EDF prescrit du boulot sans donner réellement les moyens de le faire. Il y a forcément une différence entre un travail com-

# le sort des salariés

mandé par écrit et la réalité de ce qu'il y a à faire. Pourtant, même si ce n'est pas fini, il faut que la machine reparte...

**À l'occasion du débat public sur le projet d'EPR à Penly, tu as protesté contre les propos du représentant de EDF qui soutenait que le suivi médical des intervenants dans les centrales nucléaires est le même que celui des agents EDF. Peux-tu expliquer pourquoi ?**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur une centrale comme Paluel, pour 1200 agents EDF, il y a trois médecins du travail sur le site, une infirmerie, sept infirmières et une secrétaire médicale.

Pour les sous-traitants, un seul médecin a en charge 500 salariés, à l'extérieur de la centrale et sans pouvoir y entrer pour faire de la prévention. Mais il doit aussi suivre 3500 salariés d'autres secteurs d'activité.

Il y a aussi le problème du dossier médical. Celui d'un agent EDF reste sur le site. Alors que pour un sous-traitant, le dossier est à l'organisme extérieur qui le suit. Et il n'est pas automatiquement transmis au nouveau médecin du travail en cas de changement d'employeur à la suite d'une perte de marché.

Pour la dosimétrie, le suivi se fait au niveau national, par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), mais il est extrêmement difficile pour un salarié de récupérer ces données-là auprès de l'IRSN. De plus, contrairement aux agents EDF, aucun salarié sous-traitant ne quitte son emploi avec la fiche d'exposition que devrait lui remettre son employeur. C'est pourtant ce qui permettrait de prouver, s'il tombe malade des années plus tard, qu'il a été exposé par son travail à tel produit cancérogène, mutagène, etc.

**Comment les conditions de travail dans la maintenance nucléaire affectent-elles la sécurité des centrales ?**

Il y a là-dessus un exemple parlant dans le film RAS - Nucléaire, rien à signaler. Un salarié explique qu'il découvre une rayure ou une fissure lors d'un contrôle, mais que son employeur va chercher une autre équipe pour certifier que ce n'est rien, qu'on peut continuer comme ça, et surtout sans prendre de retard ! Ça se passe ainsi tous les jours...

**EDF se vante d'une « Charte de progrès et de développement durable » signée en 2004 avec les syndicats patronaux de la sous-traitance et de l'intérim. Quel est ton avis sur ce texte ?**

C'est de la m... ! De toute façon, on ne demande pas aux patrons de s'arranger entre eux sur ce qui leur convient ; on leur demande d'appliquer le droit du travail !

Souvent, les employeurs ne respectent même pas les obligations du code du travail en cas de perte de marché. Ils s'arrangent entre eux pour d'éventuelles propositions de réemploi aux travailleurs de la boîte qui perd le contrat. Même dans les entreprises de nettoyage spécialisées dans le nucléaire, malgré ce que prévoit la convention collective de la propreté.

Mais il est difficile de défendre les droits des salariés. Dans la sous-traitance, le mandat des représentants du personnel peut couvrir tout le territoire français, pas seulement le site sur lequel on travaille. Même pour faire de la prévention, il faut courir dans toute la France. Tu imagines la difficulté ! Il y a bien des élus, mais qui ne peuvent pas faire grand-chose...

**Il existe sur les centrales EDF des commissions inter-entreprises sur la sécurité et les conditions de travail (CIESCT). Dans le rapport TSN de 2008, le CHSCT de la centrale de Chinon recommande leur remplacement par de véritables CHSCT inter-entreprises intégrant les représentants du personnel sous-traitant. Que penses-tu de cette demande ?**

Je suis d'accord, et j'en parle en connaissance de cause comme ancien secrétaire adjoint de la CIESCT de Paluel. Ce qui se discute dans ces commissions n'a aucune

valeur juridique, contrairement à ce qui se passe dans un CHSCT. Même sur l'ordre du jour, il n'y a aucune obligation. EDF y met ce qu'elle veut et y fait sa propagande. Les entreprises sous-traitantes sont représentées par les employeurs, avec des membres désignés par les syndicats, mais il n'y a pas de représentants élus par les salariés de la sous-traitance.

Ce serait important d'avoir de véritables CHSCT de site, inter-entreprises, car dans les CIESCT, on ne traite jamais des réelles conditions de travail, avec les prérogatives d'un CHSCT.

**Dans certains milieux syndicaux, il est question depuis plusieurs années d'une convention collective des métiers du nucléaire ? Que penses-tu de cette idée ?**

Ce serait une bonne chose. Cela permettrait d'éviter que les boîtes puissent s'appuyer sur les statuts différents des salariés pour créer une concurrence entre eux.

**Pourquoi avoir créé en 2008 l'association « Santé sous-traitance nucléaire-chimie » ?**

On avait besoin d'un outil au service de tous les salariés du nucléaire, pour la reconnaissance des maladies professionnelles auxquelles ils sont exposés, un peu à l'image de ce qu'est l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) pour l'amiante. Aujourd'hui une quarantaine de personnes se sont déjà adressées à l'association. Mais ce n'est pas facile car elle n'est pas encore très connue et, surtout, certains salariés malades n'imaginent même pas que ça puisse être dû aux expositions subies dans leur travail ! □

© Photothèque Rouge / Babar



# Un premier tournant

*Chaque jour apporte de nouvelles révélations sur la gravité de l'accident nucléaire de Fukushima Daichi, sur la politique du mensonge qui a couvert l'activité du lobby nucléocrate, sur l'ampleur des risques imposés à la population par le choix de l'atome, sur le déni de démocratie. L'onde de choc du scandale s'étend dans l'archipel nippon. Dix semaines après la catastrophe du 11 mars 2011, on peut probablement dire que la crise japonaise a atteint un tournant.*

**D**ans un premier temps, seules de petites minorités se sont mobilisées contre la politique sociale et énergétique du pouvoir. Soumise à un feu roulant d'appels à l'union sacrée dans l'épreuve nationale, la population est tout d'abord restée traumatisée par la brutalité et la violence du triple désastre: séisme, tsunami et crise nucléaire. Puis le sentiment

d'avoir été trompé par des apprentis sorciers s'est répandu, allumant de nombreux foyers de colère citoyenne. Face à la montée des contestations, plutôt que de faire acte de contrition, le patronat a clairement manifesté sa volonté de ne rien lâcher. Des lignes de confrontation prennent forme, les enjeux politiques des mois à venir émergent.

## FUKUSHIMA: LE TEMPS DES AVEUX FORCÉS

Coup sur coup, Tepco, l'opérateur de Fukushima1, et les autorités japonaises ont dû reconnaître que dès les débuts de la crise, le cœur de trois des six réacteurs de la centrale avait fondu; que – contrairement aux affirmations antérieures – le séisme avait endommagé les bâtiments et que le tsunami n'était pas seul en cause; qu'en noyant la matière fissile pour la refroidir, ils avaient créé un nouveau problème majeur: une masse d'eau radioactive qui se répand sur le site et interdit d'y travailler; qu'ils n'étaient absolument pas préparés à un tel accident... Industrie et administration n'ont même pas été capables de coordonner efficacement leur action face à la catastrophe.

Notons que l'impréparation n'est pas seulement nipponne. Les autorités nucléaires internationales n'ont jamais travaillé le scénario Fukushima: l'accident simultané de quatre réacteurs avec la conjonction d'un séisme et d'un tsunami. Un mythe s'effondre, selon lequel «tout est prévu», «tout restera sous contrôle». Une vérité s'impose: le corps scientifique et les médias ont été complices d'un mensonge criminel. Or, tout particulièrement au Japon, pays soumis à de violents tremblements de terre, le soutien de la population à l'industrie de l'atome dépend de la confiance envers «l'expertise». C'est cette confiance qui se brise.

## L'IMPRÉPARATION AUX RISQUES ET LA FIN DES IDÉES REÇUES

À un point assez surprenant, l'impréparation des autorités japonaise ne concerne pas que le versant nucléaire de la catastrophe du 11 mars, comme en témoigne un rapport rédigé pour l'ONU et dont le *Japan Times* (27 mai 2011) a fait état. La combinaison du séisme, de ses répliques répétées, du tsunami et de l'urgence

DR



# dans la crise japonaise

PAR PIERRE ROUSSET

nucléaire, note le rapport, a provoqué un effondrement simultané, « multisectoriel », des infrastructures – un type d'effondrement généralement associé à des pays moins développés : incapacité à fournir rapidement eau, nourriture et abris aux sinistrés ou à rétablir le fonctionnement des communications et services. Bien que le niveau de préparation de l'Archipel aux tremblements de terre ait certainement sauvé de nombreuses vies, les autorités n'ont pas voulu investir pour se protéger d'événements jugés improbables.

Un chiffre illustre l'ampleur du problème : à la mi-mai note du *Yomiuri Shimbun* (24 mai 2011), en moyenne seuls 30% de l'aide passant par les canaux officiels avait atteint leurs destinataires, tant la désorganisation est grande.

## UN PATRONAT EN ORDRE DE BATAILLE

La crise japonaise ne fait pas exception à la règle : en temps de catastrophe humanitaire, les dominations de classe se renforcent plus qu'elles ne s'effacent au nom de la solidarité. Le patronat a fait savoir qu'il ne remettait pas en cause le choix du nucléaire, qu'il considérait que Tepco et l'industrie de l'atome n'étaient ni coupables ni responsables, que l'indemnisation des victimes devait être financée par l'impôt ou la hausse des tarifs d'électricité – poussant jusqu'à son terme la logique bien capitaliste selon laquelle les gains sont privatisés et les pertes socialisées.

L'économie japonaise est entrée en récession et, pour la première fois depuis 1980, au mois d'avril, la balance commerciale était déficitaire. Le patronat argue de la crise pour en appeler à la baisse des aides sociales, à la hausse des impôts et des taxes supportés par la population, à la réduction des protections contre les licenciements...

Le patronat mène de front son offensive sur la question nucléaire et sur les droits sociaux. Les résistances doivent elles aussi lier l'une à l'autre.

## LA MONTÉE DES RÉSISTANCES

En matière nucléaire, la perte de confiance envers les « experts » aidant, l'opinion publique a basculé. La population a été particulièrement choquée par le cynisme du pouvoir qui a augmenté les taux légaux d'irradiation ; et ce, non seulement pour le personnel intervenant dans la centrale de

Fukushima 1, mais aussi pour les écoliers de la région. « Le gouvernement peut-il garantir la santé de nos enfants ? » demandent les parents.

Comme en France, l'industrie de l'atome au Japon utilise l'arme financière pour faire taire les oppositions, arrosant de taxes et subventions les communes où sont implantées les centrales. Le gouvernement n'en a pas moins dû s'engager à fermer temporairement des réacteurs à Hamaoka, une installation particulièrement mal préparée à un tsunami. Des scandales sont mis en lumière, comme celui du surgénérateur de Monju, dans la baie de Tsuruga. Il est situé sur une faille sismique très active et avait été fermé en 1995 à la suite d'une grave fuite de sodium. Remis en route en mai 2010, il a connu un nouvel accident trois mois plus tard : une partie du couvercle est tombée dans la cuve du réacteur. Depuis, aucune solution n'a été trouvée et l'un des responsables du site s'est suicidé, laissant un testament dont le contenu est gardé secret.

Le mouvement antinucléaire a pris son essor. Après des manifestations parfois importantes (17 500 à Tokyo), il a lancé un appel pour passer de l'action locale à l'action nationale et internationale, pour que le 11 juin soit une journée mondiale de mobilisation avec pour objectif symbolique le million de manifestantEs.

Ce passage des résistances locales au national reste à faire sur le terrain social. Des initiatives sont prises en défense des travailleurs du nucléaire, soumis au risque radioactif. Des villageois entrent en dissidence. Des réfugiés dénoncent la condition qui leur est faite. Des syndicalistes radicaux engagent le combat en défense des droits sociaux. Mais il n'y a pas, pour l'heure, d'appel à même de faire converger ces luttes.

Le lien, et c'est très positif, est cependant fait par les militantEs radicaux entre le combat social et le combat antinucléaire. Certaines des initiatives « novatrices », comme le sit-in devant le siège de Tepco, ont été initiées par des syndicalistes. En témoigne aussi la venue en France, à l'occasion du G8, de Shinpei Marakami et Toshihide Kameda, paysans bio, membres de Nômiren (organisation japonaise de Via Campesina), dont les terres sont aujourd'hui incultivables ; ainsi que la venue de Kiichi Takahashi,

membre d'Attac Japon et de la fédération des télécommunications affiliée à la coordination syndicale Zenrokyo (NTUC), liée en France à Sud PTT, appelant à sortir du nucléaire.

## ÉCHÉANCES POLITIQUES

Nombre de militantEs chevronnéEs – politiques, associatifs et syndicaux – sont partie prenante des mobilisations antinucléaires en cours. Mais ces dernières sont largement le fait de jeunes sans engagements antérieurs, utilisant les réseaux sociaux comme mode de mise en relation. Elles intègrent aussi aujourd'hui des parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

L'entrée en action de milieux sans traditions politiques donne sa force et sa vitalité au mouvement de résistance émergent. Sans précédent depuis quarante ans dans l'Archipel, elle montre que nous assistons bien à un tournant dans la situation politique du pays.

La crise japonaise n'est pas « sectorielle » ; elle ne concerne pas « que » le nucléaire ou « que » le social. C'est une crise de confiance, une crise démocratique, une crise de légitimité du pouvoir, une crise nationale. Il ne sera pas facile à « ceux d'en haut » de la surmonter. Mais c'est aussi une crise sans alternative constituée. Il ne sera pas facile à celles et ceux « d'en bas » de donner forme à une véritable alternative politique.

Pour la première fois, certes, des plans de sortie du nucléaire sont élaborés. Mais au cas où l'administration se verrait forcée de reculer sur ce terrain (elle renonce pour l'heure à faire passer la part de l'atome dans la production d'électricité de 30 à 50%), l'industrie proposerait ses propres alternatives, productivistes, choisies pour le profit qu'elles peuvent générer et non pour leur rationalité sociale et écologique. Il ne suffit pas de fermer les centrales existantes, il faut aussi changer de paradigme énergétique – ce qui ne se fera pas sans s'attaquer à la logique économique dominante (capitaliste) et aux pouvoirs établis. Une brèche est ouverte et c'est ce qui compte avant tout. La population japonaise a besoin de notre solidarité<sup>1</sup>. Manifestons avec elle, en France, le 11 juin ! □

<sup>1</sup> La campagne de solidarité financière se poursuit. Voir le site [europe-solidaire.org](http://europe-solidaire.org)

IL Y A 75 ANS

# Juin 1936

PAR FRANÇOIS COUSTAL

*L'unité de la gauche et la victoire électorale du Front populaire ?  
Les grèves et les occupations d'usines ?  
Les 40 heures et les congés payés ? Tous ces éléments sont cités et  
inextricablement mêlés lorsque l'on évoque Juin 36...*

**T**raditionnellement, on fait remonter la naissance du Front populaire au mois de février 1934. Le 6 février, les Ligues fascistes (Action française, Croix-de-Feu, Ligue des patriotes...) manifestent devant l'Assemblée nationale. La manifestation tourne à l'émeute : dix-sept morts et 1 500 blessés. Le climat politique et social est alors marqué par l'extension de la crise économique et du chômage de masse, ainsi que par la division violente entre la SFIO (section française de l'Internationale ouvrière, socialiste) et le PCF (Parti communiste français) qui, depuis une décennie, poursuit une politique de dénonciation virulente des socialistes. La menace fasciste – ainsi que l'exemple de l'Allemagne où la même division du mouvement ouvrier a grandement facilité la prise du pouvoir par les nazis – entraîne une puissante réaction unitaire. Après avoir tenu sa propre manifestation de riposte le 9 février, le PCF décide finalement de participer à la journée de grève et de manifestations organisée le 12 février par la CGT et soutenue par la SFIO. Le sentiment d'urgence et les aspirations unitaires sont tellement puissants que, finalement, les deux cortèges fusionnent aux cris de « Unité ! Unité ! » Cette dynamique unitaire, au départ assez spontanée, se traduit aussi bien sur le plan politique que sur le plan syndical. D'autant qu'elle est grandement facilitée par le « grand tournant » du PCF.

Dès le mois de juin 1936, le secrétaire général du PC, Maurice Thorez, appelle à l'unité d'action avec les socialistes... mais aussi avec le Parti radical. Pour les dirigeants communistes, ce « Front populaire »<sup>1</sup> doit permettre de réaliser l'union entre la classe ouvrière et les « couches moyennes », censées être représentées par le Parti radical. Or celui-ci, à l'époque, est en réalité le principal parti de la bourgeoisie française, celui qui est au cœur du système politique de la III<sup>e</sup> République dont il a fourni l'essentiel des gouvernements... Ce tournant du PCF en ce qui concerne les alliances va, évidemment, se doubler d'un tournant en termes d'orientation politique. En 1935, le PCF rompt avec la politique antimilitariste qui était la sienne depuis sa création en 1920 : il soutient désormais la « politique de défense » et vote les crédits militaires<sup>2</sup>. Ces ruptures s'accompagnent d'un nouveau discours extrêmement « patriotique ». Désormais, les communistes assument tous les « symboles français » : Jeanne d'Arc, le Soldat inconnu, la Marseillaise, le drapeau tricolore... Maurice Thorez amplifie encore le tournant en s'adressant aux catholiques et même aux Croix-de-Feu : *« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère. [...] Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils de notre peuple. »*

Ces différentes évolutions débouchent sur une gigantesque manifestation populaire et unitaire qui se tient le 14 juillet 1935 et sur un pacte électoral entre la SFIO, le PCF et le Parti radical dans la perspective des élections législatives d'avril et mai 1936. La base de pacte – le « programme » du Front populaire – est extrêmement vague et limitée. Les principales mesures habituellement attribuées au Front populaire (congés payés, 40 heures, etc.) ne figurent pas dans cet accord électoral. En fait, au nom de l'unité antifasciste, l'accord s'est fait sur le plus petit dénominateur commun, le programme le plus modéré : celui du Parti radical... C'est toute la contradiction du « Front populaire » : les couches populaires plébiscitent – voire imposent... – l'unité entre socialistes et communistes. Mais les dirigeants de la SFIO et du PCF donnent un tout autre contenu à l'unité : l'alignement sur le Parti radical...

Au plan syndical, la dynamique unitaire est encore plus spectaculaire. En mars 1936, la CGT et la CGTU<sup>3</sup> fusionnent. La CGT compte alors près de 500 000 adhérents et la CGTU 260 000. Quelques mois plus tard, après la fusion – et le mouvement de grève... – la nouvelle organisation atteindra les 4 millions d'adhérents !

## LA VICTOIRE ÉLECTORALE

Début mai 1936, la coalition de Front populaire remporte les élections législatives,



DR



DR

avec 376 élus (contre 248 pour les partis du centre et de la droite). Les élus socialistes sont les plus nombreux (147), suivis par les radicaux (106), les communistes (72) et l'Union socialiste républicaine (25). C'est incontestablement une victoire, ressentie comme telle par «le peuple de gauche». Mais pas exactement un raz-de-marée: le gain électoral par rapport aux élections précédentes (1932) n'est que de 300 000 voix. Naturellement, l'existence d'un accord sur un programme électoral a facilité les reports de voix pour le second tour et assuré la victoire électorale: le désistement en faveur du candidat de gauche ayant obtenu le plus de voix au premier tour a été la règle et, compte tenu de la dynamique unitaire, cette consigne ayant été massivement suivie. Mais les résultats du premier tour sont particulièrement significatifs des évolutions en cours. Ainsi, avec 1 400 000 suffrages – c'est-à-dire une perte de 400 000 voix – les radicaux sont en réalité les grands perdants du scrutin. Les socialistes stagnent. Quant aux communistes, ils progressent considérablement, passant de 800 000 à 1,5 million de voix. Ils devancent ainsi le Parti radical, en voix. Et obtiennent 72 députés, au lieu de 11 en 1932. Au-delà des analyses superficielles mais répétées à l'envi depuis cette époque – «la gauche a gagné parce qu'elle était unie»... – ces scores électoraux s'inscrivent en faux contre la logique qui sous-tend le Front populaire, son cadre d'alliance et son programme: la nécessité de l'alliance avec le Parti radical qui, elle-même, «justifiait» la mise en sommeil des revendications les plus radicales, la modération du programme électoral et la discrétion d'un Parti communiste censé effrayer les électeurs. Et

c'est tout le contraire qui se produit: les radicaux régressent et les communistes progressent!

Les socialistes ayant le plus gros groupe parlementaire, c'est à leur leader, Léon Blum, qu'il revient de former le gouvernement que le PCF soutiendra, mais sans y participer. Mais, sans attendre la formation du gouvernement et la passation de pouvoir, la classe ouvrière va rentrer dans l'action, comme jamais elle ne l'avait fait auparavant...

**GRÈVES ET OCCUPATIONS**

Alors que Léon Blum se prépare à diriger le gouvernement, les grèves éclatent. À la suite du licenciement de deux ouvriers qui avaient fait grève le 1<sup>er</sup> mai, les usines Breguet (aviation) du Havre se mettent en grève (avec occupation) le 11 mai et bénéficient du soutien des dockers. Les deux ouvriers sont réintégrés. Du coup, le 13 mai, la grève commence dans une autre entreprise d'aviation, Latécoère, à Toulouse puis à l'usine Bloch de Courbevoie. À partir de ce moment, le mouvement s'étend rapidement d'abord à la métallurgie, puis aux autres secteurs d'activité.

Le 24 mai, le défilé au Mur des Fédérés en hommage à la Commune de Paris rassemble 600 000 manifestants: le succès de la manifestation contribue à donner au mouvement la conscience de sa force. Du coup, la grève continue de s'amplifier.

Début juin, 12 000 entreprises sont en grève, souvent avec occupation et le nombre de grévistes dépasse les 2 millions. Le gouvernement Blum entre en fonction et tente alors de faire reprendre le travail le plus vite possible. Il organise la négociation entre patronat – représenté par la

Confédération générale de la production française (CGPF) – et les syndicats. Le 8 juin, la négociation débouche sur les «accords de Matignon» qui prévoient notamment l'établissement immédiat des contrats collectifs de travail, la liberté de se syndiquer, l'augmentation des salaires (12% en moyenne), l'institution de deux délégués du personnel pour toutes les entreprises de plus de dix salariés et le droit de grève. Comme l'indique Benoît Frachon, dirigeant de la CGT, à sa sortie de négociation, «les patrons ont cédé sur tout». Dans la foulée, Léon Blum annonce la promulgation d'urgence d'une loi sur les 40 heures et les congés payés.

Et pourtant... la grève persiste! Dans certaines entreprises, le travail reprend. Mais d'autres se mettent en grève. L'occupation des usines constitue une transgression de la légalité capitaliste et un grand moment de convivialité: des fêtes et des bals y sont organisés. Mais, du coup, le mouvement reste cantonné à chaque entreprise et relativement passif. Léon Blum s'inquiète du maintien de la grève, mais se rassure: «Il faut noter qu'au point de vue de l'ordre public cette forme de grèves a d'incontestables avantages. Les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers. Les ouvriers étaient là et pas ailleurs. Ils n'étaient pas dans la rue. Au moment où ils étaient tous groupés dans l'usine, ils ne formaient pas ces cortèges avec des chants, des drapeaux rouges, qui viennent se heurter aux barrages de police.» Il y a quelques expériences plus actives comme une réunion de délégués de différentes usines en grève à l'appel des grévistes de chez Hotchkiss, en région parisienne, au lendemain de la signature des



accords de Matignon. 33 usines sont représentées. Le 11 juin, 280 usines envoient des délégués à ce comité de grève. Le comité de grève tient tête à la CGT et refuse de signer. Mais ces expériences restent l'exception. Le Parti communiste français se lance alors dans une véritable bataille pour la reprise du travail. Maurice Thorez lance sa formule, promise à une belle célébrité : «*Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue*». En l'absence d'une alternative politique, dirigeants communistes et responsables CGT d'obédience socialiste ou communiste parviennent à leurs fins. Non sans peine : le mouvement décroît, mais à la mi-juillet, 600 usines sont encore occupées...

L'occasion d'aller plus loin ayant été manquée – sciemment en ce qui concerne les directions du mouvement ouvrier – le rapport de forces se dégrade rapidement et la situation s'inverse. Quelques mois plus tard, à la demande du patronat, le gouvernement décrète «*la pause*» des réformes. Sous prétexte de maintenir l'unité avec le Parti radical, le gouvernement se refuse à intervenir pour aider le Front populaire espagnol. Un an plus tard, en juin 1937, Blum démissionne. Son successeur remettra en cause les 40 heures, au nom du financement des dépenses militaires. Et c'est l'Assemblée nationale de «*Front populaire*», élue en mai 1936, qui votera les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, en juillet 1940... □

1. Ce tournant vers les «*Fronts populaires*» ne concerne pas seulement le PCF, mais l'ensemble des partis communistes, notamment en Europe. Il correspond à la volonté de Staline et des dirigeants soviétiques de favoriser l'émergence de gouvernements certes «*pro capitalistes*» mais pouvant être des alliés possibles de l'URSS contre l'Allemagne nazie.

2. Là encore, le tournant du PCF en faveur de la défense nationale est dicté par la diplomatie soviétique : lors d'une entrevue avec Pierre Laval, chef du gouvernement français, Staline apporte son soutien à l'effort de guerre français. Le PCF approuve immédiatement...

3. La Confédération générale du travail unitaire (CGTU) a été créée en 1921 par scission de la CGT, en écho à la scission entre parti socialiste SFIO et Parti communiste. À l'origine, elle comprend un courant «*syndicaliste révolutionnaire*». Mais, très rapidement, elle passe sous le contrôle étroit du PCF et demeure très minoritaire.

## Bibliographie

Daniel Guerin, *Front populaire, Révolution manquée*, éditions Actes Sud 1997

Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*, réédition en 2007, Les Bons caractères

Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, éditions la découverte 1986

Léon Trotsky, *Où va la France ?*, réédition en 2007, Les Bons caractères également en ligne sur marxists.org



DR





# La possibilité d'une révolution ?

*Comme toutes les grandes mobilisations politiques et sociales, Juin 1936 a vu les partisans de la radicalisation, de l'extension du mouvement et de sa traduction politique s'opposer à ceux qui, au nom de la raison et de l'unité, prêchent la modération, l'engrangement des acquis et le retour à la normale.*

*Parmi les premiers, on trouve Marceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire, le courant de gauche de la SFIO. En juin 1938, il quitte la SFIO pour fonder le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). Fin mai 1936, avant même que les grèves ne s'étendent, il publie dans le Populaire (organe de la SFIO) une tribune intitulée « Tout est possible ». On trouve aussi Léon Trotsky. Exilé, traqué par les services soviétiques et leurs relais, le révolutionnaire suit avec attention la situation en France et s'enthousiasme pour le mouvement gréviste au point de titrer son article du 9 juin 1936 « La révolution française a commencé ».*

*Parmi les seconds, il y a bien sûr Léon Blum, le chef du gouvernement. Le 12 juin, alors que le mouvement gréviste s'amplifie, il déclare « Il est vrai que depuis hier la surface des choses a pris une autre apparence ; il est vrai qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale. Ce que le gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre de la rue. » Il y a, surtout, les dirigeants du Parti communiste, dont le secrétaire général, Maurice Thorez, qui va s'appliquer à faire refluer le mouvement.*

*Les extraits qui suivent permettent de se faire une idée des termes du débat d'alors*

## Tout est possible

Marceau Pivert

(Article publié dans le Populaire – 27 mai 1936)

Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin. Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui, tout est possible aux audacieux. Tout est possible et notre parti a ce privilège et cette responsabilité tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement.

Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Et aucun obstacle ne lui résistera !

[...]

Ce qu'ils appellent du fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique. On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard sous prétexte que le programme du Front populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse. Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr, elles appellent les solutions les plus substantielles, elles attendent beaucoup ; elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve portée à pas feutrés au chevet de la mère malade... Au contraire, les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront son consentement car elles savent que le monde capitaliste agonise et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.

[...]

Bien loin de vouloir affaiblir notre parti, nous voulons, au contraire, le mettre au niveau de ses obligations en modernisant et adaptant ses techniques de propagande et de pénétration dans les masses populaires. Il n'y a aucune raison pour que nous soyons incapables de porter dans tous les milieux la pensée socialiste. Non pas en fraude, par tolérance, mais par décision régulière : non pas d'une manière anarchique, mais selon un plan systématique. Les liens entre le gouvernement et le parti, entre le parti et les masses seront d'autant plus solides que la confiance réciproque développera les contacts et les échanges dans tous les sens.

Voilà pourquoi nous sommes favorables à la création de Comités populaires entraînant dans le mouvement toutes les énergies démocratiques et prolétariennes sans gêner, bien au contraire, le développement du parti ni des syndicats.

Tout est possible : la croissance des effectifs et du rayonnement du parti, le renforcement de son unité, le respect absolu de sa liberté intérieure, la discipline totale de son action extérieure, la hardiesse et l'énergie de ses délégués au gouvernement, l'ardeur passionnée des enthousiasmes soulevés par ses décisions successives...

Tout est possible, maintenant, à toute vitesse...

Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire.

Alors, puisque TOUT est possible, droit devant nous, en avant, camarades ! D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un.

[...]

## La révolution française a commencé

Léon Trotsky  
(9 juin 1936)

L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répondent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde que, d'ordinaire, messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si le peuple reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avait été pour lui une révélation « inattendue »...

Or, c'est précisément dans les profondeurs de ces couches les plus exploitées que se cachent d'interminables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches !

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont actuellement avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : « *Mais c'est une révolte ?* », un de ses courtisans répondit : « *Non, sire, c'est une révolution.* » Actuellement, à la question de la bourgeoisie, « *C'est une révolte ?* », ses courtisans répondent : « *Non, ce ne sont que des grèves corporatives.* » En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

DR



## Il faut savoir terminer une grève...

Maurice Thorez

(rapport aux responsables communistes de la région parisienne. 11 juin 1936)

Un accord a été conclu dans la nuit du 7 juin qui était un succès. Conformément à cet accord, le droit syndical est respecté et des revendications substantielles, comme le contrat collectif et l'institution des délégués dans l'atelier sont admises. En ce qui concerne les salaires, nous l'avons dit franchement et nous le répétons ici : c'est moins satisfaisant ; on ne peut considérer qu'une augmentation de 7 à 15% soit suffisante. [...] S'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le terminer. Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République française des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Mais ce n'est pas pour ce soir, ce n'est pas pour demain matin. Non, n'est-ce pas, camarades : toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des soviets en France. Je veux en indiquer une seule : nous n'avons pas encore la sympathie et l'appui de la grande majorité des travailleurs des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France.

Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications. Il faut savoir organiser, préparer l'avenir [...] Nous ne devons pas risquer que se disloque la cohésion des masses, la cohésion du Front populaire. [...] Les militants du Parti doivent être en mesure de réagir contre les tendances gauchistes dans le mouvement.

SONDAGES

# Que disent-ils vraiment?

PAR DIDIER DUFFAUD, HUGO HARARI-KERMADEC, BERNARD GALIN

*Cote de popularité, intentions de vote, les résultats de différents sondages tombent régulièrement et cela s'accélère en période pré-électorale. Faut-il les croire? Encore faut-il faire la différence entre sondages électoraux et enquêtes d'opinion et prendre en compte la marge d'erreur liée à l'exercice. Mais dans tous les cas, les sondages ne sauraient être une boussole pour définir une orientation politique.*

**E**n 1995, six mois avant le scrutin présidentiel, les sondages ne donnaient pas cher de la peau de Jacques Chirac. Il fut pourtant élu, et à la fin de son septennat, en 2002, rares étaient les commentateurs à avoir envisagé (dans la semaine précédant le 21 avril) le scénario d'un Le Pen qualifié pour le second tour. Depuis maintenant plusieurs mois, pas une semaine ne passe sans qu'un ou plusieurs sondages soient publiés concernant le scrutin de 2012. Quel crédit apporter à ces enquêtes? Comment s'y retrouver?

**RETOUR SUR LES SCRUTINS DE 1995 ET 2002**

En 1995, après une course en tête de plusieurs mois dans les sondages, Balladur cède du terrain et laisse la place à Chirac, qui devance également Jospin désigné sur le tard candidat d'un PS en crise. À la surprise générale Jospin arrive pourtant en tête au soir du 1<sup>er</sup> tour.

Les tableaux suivants présentent les valeurs extrêmes des résultats des derniers sondages publiés par les différents instituts.

1995	DERNIERS SONDAGES	RÉSULTAT DU VOTE
Jospin	20 à 21	23,2
Chirac	24,5 à 27,5	20,5
Balladur	15,5 à 19,5	18,5

En 2002, Jospin mène la course dans les sondages pendant un bon moment avant de se retrouver éliminé dès le 1<sup>er</sup> tour.

2002	DERNIERS SONDAGES	RÉSULTAT DU VOTE
Chirac	19 à 20	19,9
Le Pen	12,5 à 14,5	16,9
Jospin	16,5 à 18	16,2

Une fois les résultats définitifs connus, la plupart des commentateurs se sont indignés des erreurs des instituts de sondages. Dans les deux cas, les sondages ne dataient que de quelques jours précédant le scrutin. Les instituts de sondage eux-mêmes ne se sont pas défendus.

Il leur était pourtant facile d'expliquer que l'extrapolation à l'ensemble du corps électoral des réponses fournies par un échantillon de 1 000 personnes comportant mathématiquement une marge d'erreur de plus ou moins trois points de pourcentage, on constate que le score final est inclus dans la fourchette pour presque tous les sondages (à l'exception notable des prévisions les plus basses concernant Le Pen).

2002	Fourchette correspondant aux derniers sondages	RÉSULTAT DU VOTE
Chirac	entre 16 et 23	19,9
Le Pen	entre 9,5 et 17,5	16,9
Jospin	entre 13,5 et 21	16,2

Avec une telle lecture scientifiquement juste des derniers sondages, le scénario de Le Pen au second tour devenait parfaitement envisageable.

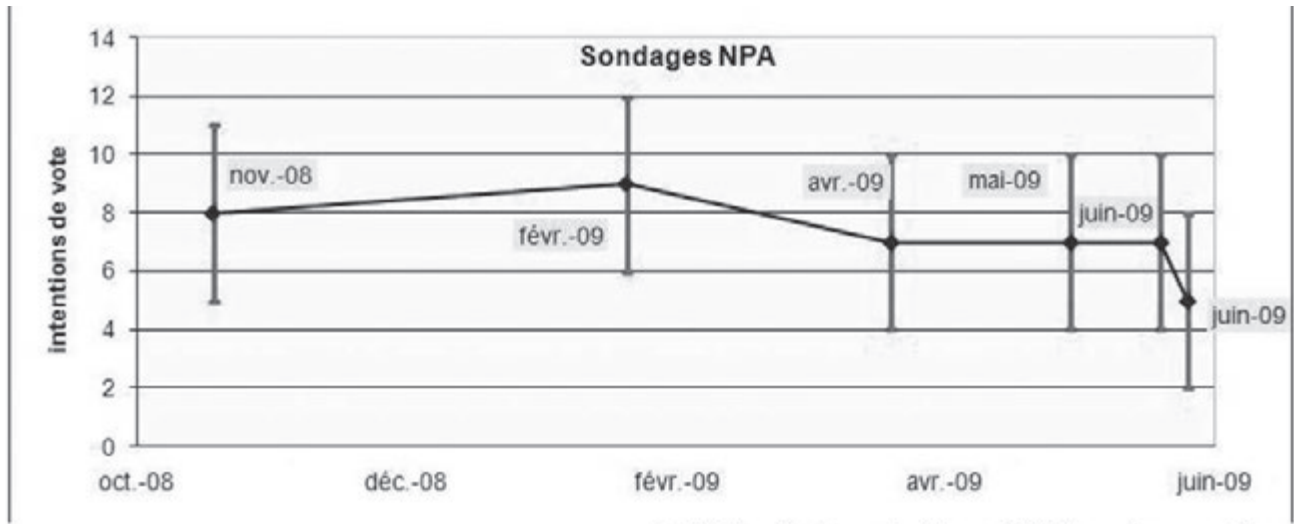
**ET 2009**

De la même manière, à une échelle plus modeste (celle du NPA), les instituts de sondages nous ont crédités pour les élections européennes d'un potentiel plus élevé que le résultat final. Nombre de commentateurs ont parlé de notre effondrement et cela a alimenté quelques polémiques internes. Le graphique ci-contre, en présentant les marges d'erreur, relativise cet «effondrement», surtout si l'on a en tête que plusieurs mois avant le scrutin, il ne s'agit pas de sondages électoraux, mais de sondages d'opinion. La règle des 3% en ce



DR





Le NPA a finalement obtenu 4,88% au niveau national

qui concerne le résultat électoral n'a donc de sens qu'à un moment très rapproché du scrutin.

### QUESTIONS DE MÉTHODE...

Les bases mathématiques des études d'opinion reposent sur une loi statistique bien établie depuis 300 ans, «la loi des grands nombres». Chacun peut la vérifier avec une pièce de monnaie et beaucoup de patience. Cette loi dit en gros que, s'il est impossible de prédire sur quelle face une pièce lancée en l'air va retomber, on peut cependant prédire qu'il y aura à long terme à peu près autant de «face» que de «pile». Le pourcentage de «pile» s'approche donc de 50% avec une marge d'erreur qui diminue avec le nombre  $n$  de lancers et qui tombe à  $\pm 3$  points de pourcentage (47% - 53%) au bout de 1 000 essais (l'erreur suit une loi en  $1/\sqrt{n}$ ).

Dans le cas d'un sondage, ce n'est pas l'opinion qui est tirée au hasard, mais l'individu interrogé. C'est ce qui permet aux sondages de sortir des urnes de prévoir le résultat avant la fin du vote.

Les résultats d'un sondage peuvent donc être fiables (à la marge d'erreur près) à condition de prendre suffisamment de précautions pour que la situation étudiée se rapproche du cas idéal de la pièce de monnaie.

Les instituts de sondage précisent maintenant la taille de leur échantillon (souvent autour de 1 000 personnes) et la manière de le constituer (en général par la méthode des quotas, qui sélectionne un échantillon ayant les mêmes caractéristiques que la

population totale suivant certains critères comme le sexe, l'âge, la profession du chef de famille, l'origine par région et catégorie d'agglomération). Ils fournissent également un tableau donnant la fourchette prenant en compte la marge d'erreur.

En cherchant à fournir à bon marché de la matière aux commentateurs, certains instituts qui prétendent à la rigueur scientifique n'hésitent pas à présenter des chiffres vides de sens.

Par exemple, pour donner les intentions de vote des électeurs de Besancenot, l'institut extrait d'un échantillon de 1 000 personnes l'ensemble des électeurs de Besancenot de 2007 (une quarantaine?) et étudie la répartition de leurs intentions de vote en 2012. La taille de l'échantillon devient du coup tellement faible que les résultats sont entachés d'une marge d'erreur considérable ( $\pm 20$  points de pourcentage!) que l'étude ne précise pas.

Certaines études «politiques» comportent des formulations plutôt floues, interrogeant les sondés sur «la cote d'avenir» ou «la cote de confiance» de telle personnalité politique, avec à la clé un commentaire du genre «Cécile Holut écrase Nicolas Dofflut». Ce type de formulation ne renvoie à aucune opinion pré-existante chez les sondés, si bien que l'on crée l'opinion en même temps que l'on prétend la mesurer. Il s'agit d'une source d'incertitude (involontaire?) supplémentaire.

Un autre problème vient de la répugnance de certains sondés à admettre de quel côté de la pièce ils vont tomber. Du coup, pour éviter les erreurs, comme la relative sous-estimation du score de Le Pen en 2002, les sondeurs tentent de corriger ce biais en

pratiquant des «redressements» en fonction de résultats antérieurs. Ces corrections sont des choix empiriques parfois motivés par des considérations politiques mais sans base scientifique. Ils ont abouti par exemple à une sur-estimation des intentions de vote en faveur de Le Pen en 2007. Aucun institut ne dévoile les redressements qu'il opère ni les raisons qui les motivent, ce qui ouvre la porte à toutes les manipulations. Il faut noter que les différents instituts montent actuellement au créneau pour protester contre le projet législatif de rendre obligatoire la publication des données brutes avant redressement.

Pour toutes ces raisons, il serait plus honnête que les résultats soient publiés en donnant au moins des intervalles (tel candidat est crédité de telle fourchette) et en faisant une distinction nette entre sondage d'opinion et sondage électoral!

### QUI SONT LES INSTITUTS DE SONDAGE?

Historiquement, ils sont apparus dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis, essentiellement utilisés à l'époque pour savoir si les produits fabriqués répondaient aux attentes des consommateurs. En France, le premier sondage électoral prévoit la mise en ballottage inattendue de De Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965. Ce premier succès a mis sur orbite les sondages politiques.

Les instituts de sondage sont en général détenus par de grands groupes financiers ou publicitaires; ainsi l'Ifop, qui a été dirigé par Laurence Parisot, intervient dans des domaines aussi variés que «l'opinion et les stratégies d'entreprise, la grande consommation, les services, les médias et

le numérique, la santé, le luxe» et opère dans une cinquantaine de pays à travers le monde. De la même manière, la Sofres intervient dans des champs multiples (comportements des consommateurs, stratégies et choix industriels...). Les sondages politiques ne représentent qu'une part limitée de leur activité. En sens inverse, des hommes d'affaires proches des dirigeants politiques investissent dans les instituts de sondage : ainsi Vincent Bolloré, ami notoire de Nicolas Sarkozy, détient-il le capital de l'institut CSA-TMO. Certains dirigeants d'institut de sondage ont des parcours politiques éclairants (OpinionWay a été créé par un ancien chargé de mission au cabinet de Gérard Longuet).

Ces grands groupes connaissent aussi des restructurations, fusions et plans sociaux... Le groupe WPP, dont le siège social est à Jersey et qui est coté à la Bourse de Londres, a racheté TNS Sofres en 2008. TNS Sofres et Research International ont depuis fusionné pour devenir numéro 1 dans les études. Ce qui n'a pas empêché la Sofres de supprimer 59 postes sur les 600 de son siège à Montrouge (Hauts-de-Seine).

La formule de Pierre Weill, président directeur général de Sofres France : *«Le terme institut est devenu obsolète pour caractériser ce métier, il en rappelle les origines, avec un côté universitaire et sociologique, alors que la réalité actuelle est celle des entreprises et du business»* est vraiment pertinente !

**UNE UTILISATION POLITIQUE MILITANTE EST-ELLE POSSIBLE ET SOUHAITABLE ?**

Cette question peut paraître saugrenue quand on milite dans un parti dont le porte-parole se retire de la compétition alors qu'il était crédité d'un score flatteur dans les différentes enquêtes concernant la présidentielle de 2012 (entre 4 et 9%). C'est peut-être là aussi ce qui nous distingue de beaucoup d'autres partis. Nous n'avons pas les yeux braqués sur les sondages, les cotes de popularité, les indices de confiance ou autres cotes d'avenir pour opérer des choix politiques. La plupart des partis font réaliser des études qui sont rarement publiées. Ainsi dans une ville de la région parisienne, le PCF, inquiet à la suite de la décision du PS de présenter sa propre liste aux dernières municipales avait commandé un sondage sur les intentions de vote dans cette configuration inédite dans cette commune. Beaucoup d'argent a été dépensé pour confirmer ce que notre présence régulière sur le terrain nous avait



permis de percevoir : l'opération du PS ne prenait pas trop.

Il y a bien sûr une réserve à avoir sur la manière peu scientifique dont les résultats sont publiés. Il y a aussi un aspect très réducteur des questionnements qui laisse peu de place au débat et à la nuance.

Mais dans certains cas, les sondages peuvent confirmer des tendances que nous pouvons ressentir comme militantEs sur le terrain. Ainsi avons-nous vu venir la remontée du FN et de Marine Le Pen ces derniers temps tout en sous-estimant peut-être son ampleur. Nous aurions eu tort de hurler à la manipulation médiatique des instituts de sondage comme cela a été fait par certains à gauche. D'ailleurs le résultat des élections cantonales est venu confirmer cette tendance qui pour détestable qu'elle soit, ne nous surprend pas dans une contexte de crise et de recul de la conscience de classe. Que les instituts de sondage soient liés aux grands groupes est une certitude, cela ne veut pas dire qu'ils ne racontent que des bêtises.

Depuis des mois, des sondages sortent toutes les semaines sur l'élection présidentielle de 2012.

Beaucoup d'encre a coulé, beaucoup de discussions animées sur le (ou la) meilleurE candidatE du PS et dans une moindre mesure le (ou la) meilleurE candidatE à gauche du PS. DSK éliminé, de nouvelles enquêtes sont immédiatement publiées pour «mesurer l'effet sur l'opinion» et ce

qui va «bouleverser» selon certains le paysage politique. À onze mois du scrutin, cela a-t-il un sens ? À une échelle beaucoup plus modeste, la non-candidature d'Olivier Besancenot est étudiée au millimètre par certains pour savoir si Mélenchon va en profiter et alors même que le NPA n'a pas encore désigné de candidatE. Des commentateurs indiquent (sondage à l'appui) que sans Olivier Besancenot, c'est difficile pour le NPA (comme s'il y avait besoin de sondages pour faire ce constat !). Les instituts et médias se réjouissent, ils peuvent vendre et la politique à ce niveau devient de plus en plus une marchandise. Il est de la responsabilité des militantes et des militants de ne pas tomber dans ce panneau, d'être très circonspects sur la lecture et l'interprétation des sondages et en tout cas de ne pas en faire un outil pour opérer des choix politiques. □

LA MUTATION DU FN

# Au diapason des extrêmes

DR

*Des changements profonds se sont opérés dans le discours et le positionnement du parti d'extrême droite. À l'évidence, l'affrontement du congrès du FN de janvier dernier, entre Le Pen fille et Gollnisch, ne s'est pas réduit à une opposition de personnes. Ce sont d'abord deux conceptions, deux stratégies qui se sont confrontées. Et la nette victoire des «marinistes» a encore accéléré les évolutions.*

**A**utour de Gollnisch s'est rassemblée la galaxie de la vieille extrême droite, dans la filiation directe de la collaboration et de l'Algérie française: antisémite, antirépublicaine, négationniste, catholique intégriste, à la fois ultra-réactionnaire et ultra-libérale... À plus d'un titre, ses représentants peuvent revendiquer la continuité du FN des origines et donc, paradoxalement, des combats de Le Pen père. Dans des propos aussi fleuris que caractéristiques, un soutien de Gollnisch déclarait ainsi que ce dernier «est le fils politique de Jean-Marie Le Pen» alors que sa fille, qui «n'est pas politiquement structurée [...] n'a pas les fondamentaux nationalistes», serait «fondamentalement antifasciste, droit-de-l'hommeiste», avec des «accointances judéomanes»<sup>1</sup>...

## DÉMAGOGIE... ET UN PEU PLUS ?

Ce qui est certain, c'est qu'à l'instar de la quasi-totalité des autres formations d'extrême droite en Europe, le FN ne fait pas que relativiser son vieil antisémitisme, mais opère un tournant pro-sioniste radical. Diffusée au moment où cet article est écrit, l'émission de Canal+ «Spécial investigation» montre des

colons sionistes s'embrasser avec d'anciens nazis du FPÖ autrichien, et un membre du gouvernement israélien prononcer un éloge appuyé de Marine Le Pen. Cette nouvelle alliance, scellée au nom de la défense des valeurs occidentales face à l'ennemi commun, l'envahisseur musulman décrit comme «islamiste», n'empêche cependant pas la présidente du FN de faire montre d'habileté, en évitant les postures qui paraîtraient trop «extrêmes». À Lampedusa, elle a ainsi pu exprimer de la «compassion» envers les réfugiés tunisiens, en se bornant tout compte fait à reprendre la vieille formule rocardienne selon laquelle la France et l'Europe «ne peuvent pas accueillir toute la misère du monde». Au même moment, c'est une députée UMP, Chantal Brunel, qui proposait de «les remettre dans leurs bateaux» c'est-à-dire les envoyer à la mort.

Quant au tournant en faveur de la «laïcité», il est clairement instrumental à cette politique islamophobe – mais ne se réduit pas à cela. Il est notable qu'il s'accompagne de tout un discours, inédit à l'extrême droite, qui semble vouloir concurrencer Chevènement sur le terrain de la défense de l'héritage de la Révolution de 1789, des «valeurs de la République» et même de la «Résistance». Dans le même temps, les diatribes contre «le mondialisme cosmopolite» ont cédé la place à une condamnation de la mondialisation aux accents parfois keynésiens. Une autre déclaration de la nouvelle présidente ayant mis en fureur les partisans de l'ancienne ligne est celle où elle s'est affirmée défavorable à une abrogation de la loi Veil (même si ses attendus étaient tout sauf féministes). Évidemment, sur ces thèmes comme sur d'autres, la démagogie règne en maître. Il reste que le verbe, inévitablement, a des incidences sur le profil politique et sa per-

ception, comme sur la structure militante. Les exclusions de membres pris en flagrant délit de démonstrations ostentatoires pétainistes ou nazies, y compris contre l'avis du père, attestent également des changements en cours. Mais la principale transformation est bien sûr celle qui affecte le discours «social» du parti d'extrême droite. Voilà donc que la direction du FN se prononce (dans le cadre de multiples incohérences et contradictions, mais c'est une autre question) pour la retraite à 60 ans, une pension à taux plein après 40 annuités, l'échelle mobile des salaires, ou encore une défense des services publics contre la révision générale des politiques publiques... Dans le même temps, elle a aussi adapté son discours xénophobe, en spécifiant qu'elle entend défendre tous les travailleurs français, non seulement ceux «de souche» mais «l'ensemble»<sup>2</sup>. L'offensive en direction du monde du travail est brutale.

## UNE NORMALISATION POPULISTE

L'embryon de programme économique publié à ce jour n'offre en revanche aucune surprise : sortie de l'euro et rétablissement des contrôles aux frontières, mesures de soutien aux PME et TPE, à «l'esprit d'entrepreneur» et aux «classes moyennes», condamnation des excès des «très grandes entreprises» (CAC40, grande distribution), défense d'une «vraie» concurrence pour permettre un marché vraiment libre, paiement de la dette publique qu'il est proposé de «nationaliser» en utilisant «l'épargne des Français» – bref, sur ce terrain, une vulgate d'extrême droite traditionnelle.

Les nouvelles tonalités sociales du discours du FN ne débouchent donc sur rien qui ressemblerait, même de très loin, à une quelconque démagogie «socialiste». Les spéculations selon lesquelles on pourrait assister à une évolu-

# droites en Europe

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

tion de type national-socialiste, autrement dit nazi, sont sans fondement. Ni le discours ni la pratique du FN ne se retrouvent dans *Mein Kampf* – même en tenant compte de toutes les différences historiques. Loin de préconiser aujourd'hui la liquidation des organisations ouvrières ou une répression violente des musulmans (en tout cas «français»), ce parti se montre avant tout en quête de respectabilité institutionnelle; c'est afin d'y parvenir qu'il utilise très habilement la crise historique de la gauche et du mouvement ouvrier (ainsi que la crise évidente du message sarkozyste du «travailler plus pour gagner plus»).

Pro-sionisme affiché, islamophobie, ouverture relative sur les questions dites «de société», démagogie sociale associée au repli dans les frontières nationales... On assiste en fait à un processus de «normalisation», mettant le FN au diapason des droites extrêmes et des extrêmes droites populistes en Europe. Cette formation était longtemps restée, pourrait-on dire, un parti «fasciste sans fascisme»; fasciste parce qu'elle en compte beaucoup, sans fascisme en l'absence de toute possibilité réelle d'imposer ce type de solution. La nouvelle direction «mariniste» a entrepris une mue visant à débarrasser le FN de ces oripeaux encombrants, auxquels, au contraire, le camp Gollnisch s'accroche en cultivant les vieilles nostalgies.

La transformation du MSI (Mouvement social italien, héritier direct du parti fasciste de Mussolini), devenu Alliance nationale et parvenu jusqu'au gouvernement, est évidemment pour les dirigeants du FN une sorte de référence. Ceux-ci espèrent que, passées les échéances de 2012, une perspective similaire puisse s'ouvrir à eux. Après tout, que Sarkozy reprenne nombre de leurs thématiques ne peut rester sans conséquences, comme en témoignent les sondages indiquant qu'une

fraction croissante de l'électorat UMP est prête à des alliances. D'autant que face à la crise, la radicalisation des droites est une tendance générale. Tout semble indiquer que la direction du FN mise sur une défaite de la droite en 2012, qui serait susceptible de déboucher, à l'instar de l'Italie (où la Démocratie chrétienne et le Parti communiste, tous deux disparus au début des années 1990, avaient longtemps été totalement dominants), sur une réorganisation du champ politique qui lui offrirait alors sa chance.

## UN PARTI (DE PLUS EN PLUS) «COMME LES AUTRES»

Dans une étude récente et utile<sup>3</sup>, Alain Bihr, un militant et auteur anarcho-marxiste qui ne peut être suspecté de sous-estimer le danger de l'extrême droite, relève que les actuels progrès électoraux du FN, s'ils sont réels, doivent cependant être relativisés. Il souligne aussi que dans sa structure militante, le parti d'extrême droite est loin d'avoir surmonté les conséquences de la scission mégrétiste de 1998-1999. S'il est légitime et sain de s'alarmer, le catastrophisme n'est pas de mise.

En tout cas, compte tenu du type de stratégie pour lequel le FN a opté, les méthodes de l'antifascisme des années 1980-1990 sont devenues inadaptées. Aujourd'hui (demain sera un autre jour, et l'on verra alors lequel), le terrain de l'affrontement n'est pas la rue mais celui d'un combat politique qui se trouve être, sous nos latitudes, bien plus traditionnel. Pour nous militantEs anticapitalistes, il se livre avant tout dans les entreprises et les quartiers populaires, où la démagogie frontiste doit être combattue pied à pied, avec force explications et arguments. Une initiative telle que celle de «VISA»<sup>4</sup> est en ce sens un point d'appui important. Nécessaire, ce type de campagne ne peut cependant suffire. Quand on voit une Le

Pen dénoncer, dans sa «lettre ouverte aux dirigeants de la CGT» déjà citée, «les états-majors des syndicats, CGT en tête, [qui] se vautrent dans une attitude d'acceptation et d'accompagnement des dérives ultralibérales», on comprend que le front unique doit se doubler d'une politique anticapitaliste indépendante, seule à même d'arracher aux démagogues d'extrême droite les bannières de l'opposition radicale aux politiques néolibérales de la droite et de la gauche.

Dans une telle optique, l'argument selon lequel le FN ne serait «pas un parti comme les autres» ne s'avère pas non plus très opérationnel. Parce que c'est ce que tout le monde dit à gauche, néolibéraux compris, et ce que beaucoup disent toujours à droite; cela conduit paradoxalement à conforter le positionnement «antisystème» du FN, qui lui est aussi utile qu'il se trouve, sur le fond, immérité. Pour le contrer dans les classes populaires, il vaut bien mieux mettre en exergue tout ce qui en fait un parti bourgeois, banalement capitaliste, au service des classes possédantes ainsi que le sont tous les partis institutionnels : un parti comme les autres mais en pire, avec ses politiques de racisme et de haine, de division et d'affaiblissement du camp des travailleurs. Nous qui ne sommes réellement «pas comme les autres», puisque nous travaillons à renverser ce système d'exploitation et ses institutions antidémocratiques, sommes aussi les seuls à pouvoir porter jusqu'au bout une telle démonstration. □

1. <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr>, article du 10 mai 2010.  
 2. Lettre ouverte de Marine Le Pen aux dirigeants de la CGT, 3 mai 2011.  
 3. «Front national : le retour?», 3 avril 2011, <http://alencontre.org/?p=1785>.  
 4. «Vigilance et initiatives syndicales antifascistes», <http://www.visa-isa.org/>

# Grandeur et décadence de la III<sup>e</sup> Int

PAR GEORGES UBBIALI

Serge Wolikow s'est fait connaître d'un large public ces dernières années en publiant plusieurs ouvrages sur le mouvement communiste, dont *le Siècle des communistes*, une réponse collective au *Livre noir du communisme* initié par S. Courtois. Wolikow était un des initiateurs du *Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, qui accompagne ce livre sous la forme d'un DVD, et qui constitue un complément très utile en présentant près de 800 biographies de kominterniens francophones, dont certains sont évoqués dans la dernière partie de l'ouvrage. Ce n'est certes pas le premier ouvrage consacré à l'Internationale communiste, mais le livre de Wolikow constitue la première synthèse publiée en français intégrant les éléments disponibles depuis l'ouverture des archives de Moscou. Ajoutons que c'est également la première histoire antistalinienne<sup>1</sup> écrite par un auteur proche du courant communiste (ainsi, dès l'introduction, l'auteur peut rappeler à la fois le rôle décisif de la répression stalinienne, tout en avertissant qu'il « faut donc prendre garde à ne pas oublier ces opposants au prétexte qu'il n'auraient pas joué un rôle majeur dans l'histoire de l'organisation dès leur mise à l'écart » (p. 15).

## De la fondation au naufrage

Le propos s'ordonne autour de trois parties. Dans un premier temps, ce sont les questions d'organisation et de stratégie qui sont exposées. La III<sup>e</sup> Internationale se crée en s'opposant à l'organisation socialiste internationale, tout en s'appuyant sur un État révolutionnaire en construction, l'Union soviétique. Les cinq

chapitres couvrent le quart de siècle qui va de la naissance (chap. 1) à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale et de la dissolution de l'IC (chap. 5), en passant par l'époque charnière de la stratégie du Front populaire (1934-1938, chap. 4). À son départ, l'IC se présente comme un drapeau et un symbole pour les courants politiques révoltés par l'attitude des socialistes qui ont cautionné (en France comme en Allemagne, ainsi que dans la plupart des pays européens, sous des formes variées) la Première Guerre mondiale. La construction de l'appareil de l'IC sera longue (au moins au regard de la perspective révolutionnaire qui enflamme le continent jusqu'en 1923), aboutissant à la bolchévisation des différents partis communistes. Par bolchévisation, il faut entendre la soumission des PC nationaux au processus de stalinisation croissant qui envahit le PC et l'État soviétiques. C'est à travers ce processus, finement décrit, que se forme l'ossature organisationnelle des PC à travers le monde jusque dans les années 1960. Partant du centre européen, l'implantation de l'IC va gagner les périphéries. Mais cette extension géographique ne doit pas faire oublier que le noyau demeure le continent européen. D'ailleurs, Wolikow apporte au final assez peu d'éléments sur les PC hors Europe. L'Amérique latine est absente de son propos, idem pour l'Afrique<sup>2</sup>, ainsi que l'Asie, à l'exception notable de la Chine. Autour de cette Internationale se mettent en place une série d'organisations satellites, ainsi le Sportintern ou le Krestintern (paysans) sur lesquels l'auteur offre des informations, certes

inédites, mais très ramassées. Une fois la stabilisation capitaliste entamée, au milieu des années 1920, l'IC se lance dans une période gauchiste et sectaire où, selon l'heureuse formulation de l'historien, « la mobilisation suscitée par la bolchévisation représente un moment politique où le volontarisme et l'espérance révolutionnaire se déplacent de la société vers l'organisation », (p. 77). Cette période « classe contre classe » (1929-1934) conduit à un affaiblissement généralisé des divers partis communistes. L'insistance sur la différenciation avec la social-démocratie et la défense de l'URSS prédomine. Cette stratégie aboutit en Allemagne, régulièrement montrée comme le modèle à suivre, à l'accession au pouvoir des hitlériens, présentée comme l'étape préalable à l'effondrement du système et au triomphe du KPD<sup>3</sup>. Comme l'exprime avec diplomatie l'auteur, « au début de 1934, le bilan du Komintern est pour le moins contrasté », p. 86. Auteur d'un ouvrage sur le Front populaire<sup>4</sup>, Wolikow consacre un chapitre entier au retournement stratégique opéré par l'IC. Selon lui, la stratégie du Front populaire ne peut se résumer à l'imposition d'une alliance avec la social-démocratie (et une partie des partis bourgeois, comme les radicaux dans l'Hexagone), mais résulte également de l'utilisation des marges stratégiques par les différents PC nationaux (et en particulier du PCF, le seul PC important agissant dans la légalité). Durant plusieurs années, le PCF, du fait de ses responsabilités politiques (Wolikow rappelle ainsi que Thorez a pu se montrer favorable

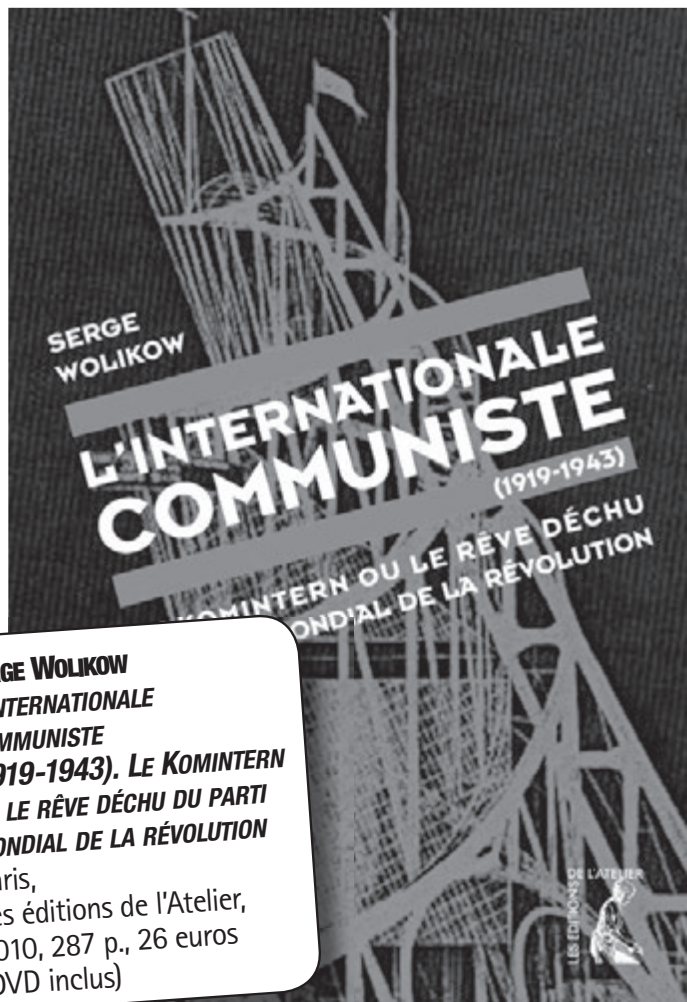
à la participation gouvernementale dans le gouvernement de Front populaire, contre l'avis de l'IC<sup>5</sup>), se trouve au centre de l'IC. De manière inattendue, Wolikow choisit de conclure son chapitre par l'évocation des partis belge et suisse, préférant traiter de l'Espagne dans le chapitre suivant. En effet, la question de l'antifascisme et du retournement patriotique, constituent la trame de l'approche de la Seconde Guerre. Engagés dans une dénonciation de la guerre impérialiste, les partis de l'IC développent cette thématique<sup>6</sup>, jusqu'à ce que Hitler révèle ses véritables intentions et attaque l'Union soviétique en 1941, après avoir proposé, dans des tractations secrètes avec Staline, un partage du monde entre les deux puissances<sup>7</sup>. Finalement, Staline décide lui-même de dissoudre l'IC en 1943. C'est à la fois le signe de l'abandon du projet révolutionnaire initial et un gage donné aux Alliés. Selon l'historien, cette dissolution ne fait que traduire une fonctionnalité déclinante de l'IC pour la direction russe qui aurait dû aboutir à une disparition plus précoce de l'Internationale, « sauvée » en quelque sorte par l'invasion nazie.

## Des éléments de bilan thématiques

Les deux parties suivantes, rompent avec la présentation chronologique et se présentent sous forme thématique. La seconde partie aborde la culture et la doctrine du Komintern, invitation à une analyse de la dimension anthropologique de l'IC, et plus particulièrement du PCF.



# Internationale



**SERGE WOLIKOW**  
**L'INTERNATIONALE**  
**COMMUNISTE**  
**(1919-1943). LE KOMINTERN**  
**OU LE RÊVE DÉCHU DU PARTI**  
**MONDIAL DE LA RÉVOLUTION**  
 Paris,  
 Les éditions de l'Atelier,  
 2010, 287 p., 26 euros  
 (DVD inclus)

Il s'agit d'analyser le mouvement communiste comme producteur d'une culture politique spécifique, comme « *la constitution d'une pensée monolithique et globalisante à prétention scientifique* » (p. 148). Le chapitre 6 aborde cette culture par le biais de la presse et de l'édition, qui constituent une pièce maîtresse d'imposition de cette culture politique. Les chapitres suivants (7, 8 et 9) sont consacrés à des approches qui auraient mérité de plus amples développements, à savoir l'analyse économique<sup>8</sup>, celle de l'État de classe<sup>9</sup> et enfin à la négation radicale en début de

période et son exaltation en fin). La troisième pourrait constituer une introduction à la lecture du DVD qui accompagne le livre puisqu'elle aborde la question des hommes, formation et destins des kominterniens. Les écoles nationales et surtout internationales de formation mises en place par les différents PC permettent de développer une culture d'organisation, faite de discipline et de soumission, parallèlement au développement de la stalinisation du système soviétique<sup>10</sup>. Le Komintern a été à la fois un instrument et une victime de la répression, diffusant « *dans l'ensemble du monde communiste des*

*comportements de discipline et d'obéissance aveugle et de remise de soi des militants et des cadres à leur organisation* » (p. 239). Cette culture politique régressive va être confortée par les défaites politiques successives auquel elle conduit : « *Le silence et le secret, la discipline imposée et le contrôle de l'organisation sur les cadres et les militants deviennent des normes partagées par tous les partis communistes d'autant plus que l'extension de la guerre et bientôt sa mondialisation semblent justifier et associer la centralisation avec le monolithisme idéologique* » (p. 245). Cette culture de la répression (allant jusqu'à l'élimination physique, dont l'exemple de Trotsky ne constitue

qu'un épisode) a, selon Wolikow, contribué à l'affaiblissement de l'IC, en accentuant la russification de l'appareil ainsi créé. L'ouvrage se conclut par une présentation des ressources archivistiques, permettant d'envisager une compréhension à la fois sociale et culturelle d'une activité politique, centrale pour le mouvement ouvrier, singulièrement dans l'Hexagone, qui ne saurait laisser indifférent les lecteurs et les acteurs du mouvement social contemporain, ne serait-ce que pour ne pas rééditer les expériences politiques de l'entre-deux-guerres qui ont débouché sur la Kolyma, Hiroshima et Auschwitz. □

1. Dès la première page, l'auteur avance ainsi que « la dimension répressive et dictatoriale des communismes au pouvoir est un élément majeur de l'interprétation du communisme », p. 5
2. En fait la seule mention de l'Afrique se situe dans la dernière partie de l'ouvrage (p. 202) avec le Congrès de la ligue anti-impérialiste.
3. Le lecteur regrettera au passage la quasi-absence de références aux documents d'analyse de l'IC sur le précédent historique de Mussolini en Italie, une dizaine d'années plus tôt.
4. Le Front populaire en France, Complexes, 1999
5. Wolikow considère d'ailleurs que « la non-participation gouvernementale, à première vue paradoxale, témoigne des limites de sa marge de manœuvre à l'égard de l'IC », p. 99
6. Ligne qui rencontre de fortes résistances au sein des différents PC, envisagées à travers le cas, peu connu, du PC de Grande-Bretagne, p. 116 et suiv. En France, cela amènera la direction du PC, dont Duclos qui n'est en rien exonéré de ses responsabilités par Wolikow, à envisager de faire réparer légalement l'Humanité. Des rencontres entre des représentants du PCF illégal à l'époque et des diplomates nazis ont été organisées. Sur cet aspect spécifique : Besse J.-P., Pennetier C., Juin 1940. La négociation secrète, Atelier, 1996. Citant ce livre, basé sur des archives inédites, Wolikow rappelle que la déclaration d'intention du PC, élaborée par Duclos et Tréand est « non exempte de connotations antisémites », (note 57, p. 143).
7. Négociations diplomatiques par ailleurs assez paradoxales si l'on songe que Hitler « réservait » aux Russes le Moyen-Orient et l'Asie, tandis que Staline se montrait pour sa part « intéressé » par les Balkans et l'Europe de l'Est, que visaient aussi directement les nazis en envahissant la Yougoslavie et en développant des accords avec la Bulgarie ou la Hongrie.
8. Dont le bilan n'apparaît pas franchement brillant : « l'analyse économique du Komintern, en synchronie avec la stalinisation, a abandonné l'ambition d'une approche théorique fondée sur l'observation, mais a fractionné l'analyse, et oscillé entre radicalisation politique et pragmatisme, la rendant ainsi largement inaudible sinon inutile pour le mouvement ouvrier qui traditionnellement y puisait des arguments pour l'action. En fait, cela marquait un affaiblissement durable de l'analyse économique face à l'urgence de l'action politique », p. 174.
9. Chapitre à la fois dense et trop rapide puisque, y sont notamment abordées les questions de l'émergence de la revendication des nationalisations par le PCF, de la nature du gouvernement de Front populaire espagnol, démocratie populaire ou démocratie d'un type nouveau ? Le bilan qu'en tire l'historien est lui aussi mitigé pour le moins, « l'héritage doctrinal de l'IC est donc contradictoire et incertain », p. 197
10. Le lecteur intéressé pourra se reporter à la réédition récente du livre de L. Trotsky, Staline, Laville, 2011, dont une note de lecture figure sur le site [www.dissidences.net](http://www.dissidences.net).

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BINET *LETTRES ET RÉVOLUTIONS*

# Flavia Castro ou l'émotion des

*Lettres et révolutions sort à Paris le 22 juin. Et c'est un événement auquel il importe de donner le plus large écho. Dans sa version d'origine, ce film brésilien a pour titre Diário de uma busca, Journal d'une quête. Celle de Flavia dans les pas de son père, décédé en un dernier combat, douteux peut-être, on ne saura jamais. Mais à la place se révèle bientôt une histoire bouleversante d'Amérique latine, et qui nous touche de près, celle de révolutionnaires, aux prises avec la terreur des généraux, puis confrontés au spleen de l'exil et aux difficultés du retour. Et loin d'être le tombeau d'une cause défunte, ce film, à cent lieues de toute idéalisation, est une redécouverte : celle des forces inépuisables de la jeunesse. Entre investigation, témoignages patiemment glanés, retours aux sources, moments de gravité ou de rire, c'est l'œuvre d'une cinéaste virtuose, à la petite musique sans égale.*

**Tout entier le vôtre, ce film : scénario, réalisation et montage.**

Je n'ai pas eu le choix. L'idée a germé en 2002. Ma demi-sœur, Maria Cavalli Castro, venue de Paris, voulait savoir qui avait été notre père, qu'elle avait à peine connu. Ça a pris huit ans, entre deux scénarios écrits pour d'autres cinéastes, avec l'argent ainsi gagné.

**Et l'on en reste aux conjectures, s'agissant de la mort de votre père.**

Au moins sait-on, de source sûre, celle du médecin légiste, que la version de la police est fautive. Il ne s'est pas suicidé. Il a été abattu. Au reste, avec ses drames, ses espoirs et ses joies, le chemin de Celso dans la vie s'éclaire, j'espère.

**Étonnante relation que celle que vous aviez avec lui. C'est à vous qu'il adresse cette lettre, quand vous aviez 17 ans, où il vous dit sa détresse, vous confie qu'il est au bout du rouleau.**

Celso n'a pas été un père exemplaire, loin de là. Mais il avait cette capacité d'échange et d'amour, rare. Quand on habitait à Paris, mes parents étaient déjà séparés, et il avait instauré un petit rituel : une fois par mois, on allait au restaurant, rien que tous les deux. J'avais 11 ans et il me disait : « *Comment va ta vie, pequerrucha ?* » Outre à ne pas croire au père Noël, il m'a appris très tôt que l'important,

c'est ce qui est invisible, toutes ces choses qu'on a du mal à exprimer. Et jamais ce dialogue n'a cessé.

**Les lettres de Celso – j'ai moi-même mis du temps à le réaliser – celui qui les lit, c'est votre frère Joca. Quand vous l'interrogez parmi d'autres, il répète que ce film n'est pas le sien, qu'il veut rester à distance de toute cette histoire, et le voilà incarner son père !**

Je ne voulais surtout pas de la voix d'un acteur : il fallait quelqu'un dont on sentirait qu'il lit, vraiment, avec le souffle et les imperfections. Et je voulais Joca. C'était une évidence : lui et Celso, leurs voix sont tellement proches ! Il a fini par accepter. Depuis qu'il a vu le film, il en parle comme du nôtre.

**Le sujet, n'est-ce pas, c'est l'héritage, et quel héritage ! si complexe. Quel est l'accueil du film, parmi les jeunes en particulier ?**

Dès sa première projection, au Festival de Gramado, dans le sud du Brésil, j'ai été surprise par le regard des jeunes. Au montage, j'avais coupé tous les témoignages « explicatifs », et je craignais que les plus jeunes aient du mal à comprendre les enjeux de « la grande histoire » qui traverse le film. Mais c'est le contraire qui s'est passé. Ils m'ont même attribué un prix, à l'unanimité, me disant qu'ils avaient découvert là toute une

histoire de leur pays qu'ils ne connaissaient pas.

**Le personnage central, c'est Celso, le grand absent. Mais est-ce si sûr ? Tous ces proches et combattants retrouvés, ce collectif auquel appartenait Celso, n'est-ce pas lui le héros de ce film choral ?**

Avant toute chose, c'est l'histoire d'un père, une histoire de famille, comme dans beaucoup de films. Mais disons que la famille est large... Avec tous ces militants dont je n'ai pu garder que quelques morceaux de nos entretiens, j'ai des dizaines d'heures de témoignages passionnants. On en fera quelque chose.

**Dans cette fraternité, quelles figures que celle de Sandra, votre mère, et celle de votre grand-mère, la mère de Celso, cette merveilleuse Zilda à son piano !**

Zilda, saviez-vous qu'elle a aussi publié plusieurs recueils de poèmes ? Oui, Zilda... Quels regrets ! Elle est décédée trois mois avant la sortie du film. Quant à Sandra, elle me disait ne pas comprendre ce que je cherchais. Mais, par exemple, elle m'a accompagnée au Chili, et c'était formidable. Au montage, me rendant compte de la présence qu'elle aurait d'évidence dans le film, je lui ai demandé de venir jeter un œil, au cas où. Non, m'a-t-elle dit, fais comme tu veux. J'ai trouvé

ça courageux, infiniment généreux.

**À entendre ses lettres, il écrivait sacrément bien, Celso...**

Vous vous souvenez : enfant, il séchait les cours pour aller à la bibliothèque. Et il aura toujours lu énormément, histoire, économie, politique, et romans tout autant. À la fin de sa vie, il avait des projets d'écriture. Il dessinait aussi très bien.

**De retour au Brésil, il était comme paumé. À quoi succombera-t-il, en vérité ?**

Comment savoir ? Daniel Bensaïd parlait de la « bombe à retardement » qu'a été pour ces militants le souvenir de leurs amis disparus, quand eux avaient survécu. Cette bombe, mon père l'a sans doute moins bien encaissée que d'autres.

**Vous devez être « morte » après un film pareil. Quel sera l'après ?**

Quand je l'ai terminé, j'ai senti un grand vide. Mais j'ai Anaïs et Tom, mes enfants, auxquels j'ai dédié *Lettres et Révolutions* ; cette école de cinéma à Rio dont je m'occupe de la coordination ; et je prépare un autre long métrage, une fiction cette fois. L'histoire d'une adolescente qui entretient un rapport intime avec la littérature. Où il sera question de ce qui entre d'imagination dans la construction de nos souvenirs. □

# s retrouvailles



DR

## Jorge PAR FRANÇOIS SABADO

*Celso Castro (1943-1984), dit Jorge dans l'organisation, appartient à cette génération de jeunes latino-américains qui se radicalisèrent à la lumière de la révolution cubaine et du combat de Che Guevara, s'engageant, avec un infini courage, dans la lutte internationaliste et révolutionnaire. Quelques repères sur ces années.*

**1959.** Celso milite déjà, au Parti communiste du Brésil, quand, en janvier, tombe la nouvelle : à Cuba, le dictateur Batista s'est enfui ; les barbudos sont entrés dans La Havane.

**1964.** À Brasilia, le président Goulart, engagé dans une politique de réformes sociales, est

déposé par le maréchal Castelo Branco, appuyé par Lyndon Johnson. Commence une dictature qui ne s'effacera qu'en 1985.

**1967.** En août, à La Havane, conférence de l'Olas, Organisation latino-américaine de solidarité, qui rassemble toutes les organisations de la gauche révolutionnaire et anti-impérialiste du sous-continent.

**1968.** Cent mille personnes, étudiants, intellectuels et artistes, parmi lesquels Chico Buarque et Vinicius de Moraes, défilent le 26 juin à Rio contre la dictature militaire. En 68 aussi, fondation de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, le POC (Parti ouvrier communiste). Celso en est. Le 13 décembre, les généraux suspendent la Constitution, dissolvent le Congrès, suppriment les libertés individuelles et autorisent l'armée et la police à arrêter et emprisonner toute personne jugée suspecte au titre de la « sécurité nationale ».

**1969.** Une délégation du POC participe au IX<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se prononce pour la lutte armée en Amérique latine. Luis Eduardo Merlino, jeune dirigeant du POC exilé à Paris, rentre au Brésil en 1970 pour réorganiser le parti. Arrêté, il meurt sous la torture.

**1971.** L'activité du POC est paralysée par la répression. Un noyau dont est Celso rejoint le Chili d'Allende. Sous le gouvernement d'Unité populaire, élu en 1970, le MIR et d'autres, comme la section chilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, se battent pour en finir effectivement avec le pouvoir du capital.

**1972.** À Buenos Aires, Celso combat au sein de l'ERP, branche armée du PRT, section argentine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Bientôt la direction du PRT, derrière son fondateur Roberto Santucho, rompt avec la IV<sup>e</sup> Internationale et exclut de ses rangs ses partisans. Ceux-là, parmi lesquels Celso,

poursuivent la lutte sous le sigle PRT-Fraction rouge. (Après le coup d'État du général Videla, en 1976, les organisations révolutionnaires armées argentines seront détruites, au terme de la « guerre sale »).

**1973.** Celso est repassé au Chili. Les révolutionnaires pressentent que le sabotage économique organisé avec l'appui de la CIA par la bourgeoisie expose au pire. Ils militent pour l'armement des travailleurs. En vain.

Le 11 septembre, c'est le coup d'État de Pinochet. On sait la suite.

**1974.** Réfugié à Paris, Celso milite à la cellule latino-américaine de la LCR et travaille à l'imprimerie de l'organisation. En 1976, il part vivre au Venezuela.

**1979.** Au Brésil, grève générale victorieuse des ouvriers du complexe métallurgique de l'ABC à Sao Paulo, dirigée par un certain « Lula ». 1979 est aussi marquée par l'amnistie des exilés politiques. Celso rentre au pays. □

# S'ABONNER

**Abonnements par chèque**, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

**FRANCE ET DOM-TOM**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
 **50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
 **38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
 **22 euros 44 euros**

**ÉTRANGER**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
 **70 euros 140 euros**

**Désignation du compte à débiter**

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE:

**Etablissement teneur du compte**

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

**Abonnements**

**par prélèvement automatique**

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
 (19 euros par trimestre)

*J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:*

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
 93100 MONTREUIL  
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:  
**554755****

**Titulaire du compte**

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

**TOUT est à nous! LA REVUE**  
 mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste  
 Rédaction: 01 48 70 42 27  
 Diffusion: 01 48 70 42 31  
 diffusion.presse@npa2009.org  
 Administration: 01 48 70 42 28  
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
 redaction@npa2009.org  
 Commission paritaire: 0514P11509  
 Tirage: 3 000 exemplaires  
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
 Gérant et directeur de publication: François Coustal  
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
 Tél.: 01 48 70 42 22  
 Fax: 01 48 59 23 28  
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

**LISEZ**

**TOUT EST-À-NOUS!**  
**L'HEBDO**

**NPA**  
 NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**TOUT!**  
 est à nous!

Dossier Surendettement, à qui profite le crime? Pages 6 et 7  
 www.npa2009.org

n° 106 - 9 juin 2011 - 1.20 €

**Les indignés grecs contre l'austérité**